

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Une étape nécessaire (*La Fédération de la Seine*). — Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste (*Zinoviev*). — Les Bases du Léninisme ; Stratégie et tactique (*Suite*) (*Staline*). — L'expulsion de Léon Trotsky de France en octobre 1916 (*Léon Trotsky*). — La Concentration dans l'Industrie métallurgique française (*Duploir*). —

La question italienne au 5^e Congrès mondial (*Jules Humbert-Droz*). — L'arrivée de Lénine en Russie (*G. Zinoviev*). — Chronique des Cellules : Sur les Cellules d'usines (*Joffre*). — L'opinion des militants : Pour les hebdomadaires de province (*Saufrignon*).

Une Etape nécessaire

Le Cinquième Congrès de l'Internationale Communiste vient de condamner de la façon la plus formelle toutes les déviations et toutes les survivances social-démocrates au sein de l'I. C.

Mais il serait dangereux de croire que l'ère des difficultés intérieures fut à jamais terminée par cette victoire. Chaque crise économique de l'Etat Soviétique, chaque défaite du Proletariat mondial, chaque essai de consolidation du régime capitaliste entraîneront fatalement le découragement, le scepticisme ainsi qu'un renouveau des illusions démocratiques et petites-bourgeoises au sein de l'Internationale Communiste.

A l'origine de ces déviations, il ne sera pas toujours facile, pour les modestes travailleurs, de reconnaître la vraie ligne bolchevique, n'ayant pas toujours la possibilité de se documenter, les heures de loisir faisant défaut, et aussi à cause du manque d'habitude à lire de longs textes. Des membres du Parti s'en remettent trop souvent, pour se faire une opinion, aux militants en lesquels ils ont placé leur confiance. Ceci est regrettable, soit, mais nul ne contestera le fait qui cependant tend à disparaître. Dans ces conditions, des révolutionnaires sincères peuvent être un moment abusés, incertains sur la voie qu'il convient de suivre dans l'intérêt de la Révolution. Mais leur attachement à celle-ci est tel, leur instinct de classe si aigu, qu'il suffit que la direction de leur Parti et l'Exécutif de l'Internationale parlent haut et clair pour qu'aussitôt les hésitations cessent et que les ouvriers retrouvent le bon chemin, alors même que les militants qui les guidaient persévéraient dans leur erreur.

Parler haut et clair n'est pas la caractéristique du Parti Français. A la tactique d'énergie (non exempte de doigté et de netteté), toujours féconde en résultats, on préfère celle plus souple et plus aisée de la tolérance et du bon garçonisme. Le laisser-aller qui en fut l'aboutissement logique pourrait avoir des conséquences désastreuses si le Parti ne modifiait ses méthodes.

Le relâchement de la discipline a permis à Sou-

varine de surprendre l'opinion de son Parti, de bâtir un Comité Directeur politiquement insuffisant et de se livrer à des actes tels, que chacun d'entre-eux eût mérité l'exclusion immédiate de leur auteur. L'Internationale qui examine cette situation suppléera sans aucun doute à l'insuffisance du Parti Français, mais l'autorité et le crédit de la Direction n'ont rien à gagner à ces atermoiements qui laissent croire à deux justices : l'une inflexible pour les petits, l'autre « tolérante » pour les chefs.

S'inspirant des mêmes mobiles, il fut institué, lors des élections, vis-à-vis des Fédérations, une politique financière telle qu'elle a créé force mécomptes et force embarras. Cette politique de « souplesse » s'est traduite par un déficit de 700.000 fr., que sur leur maigre salaire, les ouvriers et les paysans combleront, nous en sommes convaincus. La situation était très grave au moment du départ de la délégation française au 5^e Congrès. Les organismes réguliers avaient réduit l'appareil régional de 24 à 9 camarades, ce qui n'avait pas été sans jeter quelque trouble et rendu le travail plus difficile. La direction intérimaire doit supporter le poids d'une décision qu'elle n'avait pas prise. On l'accusa de négliger certaines tâches, de travailler pour une « coterie » alors qu'elle redoublait d'efforts pour suppléer à l'insuffisance numérique du nouvel appareil.

Les parlementaires nouvellement élus, n'ayant pas de statut, le Conseil National n'ayant pas examiné le projet de la Seine qui leur en donnait un. Cependant la solution du problème était urgente. Quelques Fédérations avaient tendance à l'accaparement de leurs élus. Certains parlementaires, trop vite « adaptés », oublièrent les réunions à faire ; d'autres, sans consulter la Direction du Parti, se laissaient aller à des interventions malheureuses dans la forme et le fond.

L'*Humanité* du Midi, dont le lancement fut une faute politique et financière (si on tient compte que le Nord, le Rhône et la Loire n'ont pas de quotidien), ne donna les nouvelles que deux ou trois jours après celle de Paris, parce que les

rédateurs de cette dernière ne liaient pas leur travail à celui de l'équipe de Nîmes. Nos organes quotidiens ou hebdomadaires publiaient des articles ou des clichés d'une valeur communiste insuffisante.

La lutte politique s'affirmait âpre. Le Bloc des Gauches se désagrégeait : son chef abandonnait une à une les belles promesses électorales ; les socialistes s'enlisaient chaque jour davantage dans la boue de la trahison. L'amnistie intégrale était refusée par ceux qui en avaient fait leur tremplin.

Sous la pression de la finance américaine, Herriot ne reprenait pas les relations avec la Russie des Soviets, cependant que ses agents, socialistes et anarchistes, parcouraient le pays pour salir une Révolution qu'ils n'avaient pas pu abattre.

En face d'une situation politique sérieuse, avec un appareil réduit aux trois huitièmes de son état normal, avec sept cent mille francs de dettes, la direction intérimaire a dû prendre les seules décisions que comportait la situation.

Nous en énumérerons quelques-unes d'importantes qui s'inspirent de l'intérêt du Parti, nul ne saurait le contester. Au lieu et place d'un secrétaire général et de deux adjoints, il fut créé un secrétariat collectif et impersonnel connaissant de toutes les questions.

La direction intérimaire a lancé le mot d'ordre d'une journée de travail en l'appuyant d'une nouvelle souscription dont la moyenne quotidienne produit presque autant que la souscription de la période électorale.

Elle a présenté et fait adopter par le C. D. le projet d'incorporation des élus dans l'appareil du Parti, et, par voie de conséquence, ayant fait de ceux-ci des délégués, elle a fixé leurs indemnités comme suit : 1.000 francs d'appointements, 200 francs d'indemnité fonctionnelle, et une indemnité de déplacement égale à celle que perçoivent les délégués régionaux. Elle a établi un plan de travail parlementaire et de propagande. Elle a fait des élus les propagandistes du Parti et non de quelques fédérations. Elle a prévu la désignation d'un secrétaire politique du groupe parlementaire, choisi parmi les camarades responsables, mais non-parlementaires.

Perfectionnant, dans la mesure de ses moyens, l'*Humanité* du Midi, la direction intérimaire a réduit son déficit et diminué sensiblement son retard. Pour surveiller sa bonne marche, une commission permanente a été nommée afin d'assurer définitivement le contrôle des Fédérations intéressées, une commission inter-éditionnelle se réunit tous les deux mois.

A l'*Humanité* de Paris, elle a assuré la présence d'une équipe de rédaction dès 10 heures du matin. Afin de resserrer les liens entre le Parti et sa presse centrale, et de lui donner constamment les directives politiques, le secrétariat assiste hebdomadairement à une réunion des chefs de rubrique et mensuellement à une assemblée générale de la rédaction.

La lutte politique fut menée sans une défaillance et sans un seul désaccord au sein du B. P.

De concert avec le Comité d'action, la direction a préparé minutieusement la semaine contre la guerre et la social-trahison. L'agitation politique contre le plan des experts a été accentuée et une rubrique, dans l'*Humanité*, des meilleures lettres des ouvriers et paysans a été commencée. De même des placards, insérés dans notre grand quotidien, permettent à nos cellules communistes de diffuser dans les masses nos mots d'ordre et nos points de vue.

Certes, beaucoup reste encore à faire, mais la direction intérimaire aura marqué par son travail une étape dans le développement de notre Parti.

Dire que l'esprit « parlementaire » « localiste », « journalistique », a complètement disparu, serait inexact. Il suffirait d'une défaillance pour qu'il s'affirme plus fort que jamais. Par la transformation des méthodes de travail, cette défaillance peut être évitée.

La politique de « la grande amitié » conduit automatiquement à la faiblesse et à l'impuissance. Elle nous a fait trop de mal pour qu'on la continue. La politique de fermeté sans sectarisme a prouvé, en quelques semaines, — et sans heurt — qu'elle était féconde en résultats ; elle a l'avantage d'être claire, nette, par conséquent comprise de la masse du Parti.

La direction intérimaire n'a pas recherché ni la popularité ni une majorité de congrès issue de sympathie personnelle, elle n'a en vue que l'intérêt du Parti et sa bolchevisation. Le mérite des camarades chargés de la direction du Parti durant l'absence des délégués au 5^e Congrès mondial fut de lutter et de rompre avec les méthodes et pratiques social-démocrates subsistant encore dans les sommets ; ils ont ainsi facilité grandement la tâche des militants responsables qui prendront la direction du Parti après le 5^e Congrès mondial et qui, nous en avons la certitude, se féliciteront de se trouver en présence d'un terrain déblayé en partie, sur lequel ils pourront bâtir un Parti français digne de l'Internationale bolchevik.

La Fédération de la Seine affirme que les camarades — quels qu'ils soient — qui développeront le Parti français en s'inspirant des méthodes et des pratiques du bolchevisme, qui feront que tous les organismes du Parti rompent avec l'esprit petit bourgeois, seront soutenus de toutes ses forces, loyalement et vigoureusement par la Fédération de la Seine.

Enfin, nous croyons devoir insister sur la nécessité d'une discipline égale pour tous. Que l'on soit appelé par la masse au sommet du Parti ou que modestement on milite dans le rang, il ne saurait y avoir, en cas de manquement, à la discipline, pour les uns la tolérance, pour les autres la sévérité. Il ne peut y avoir dans l'Internationale « ni puissant, ni misérable, ni jugement de cour », car si cela était, ce serait la preuve que la section française est insuffisamment communiste. Nous avons confiance en notre Parti, en l'Internationale. Pénillement, mais sûrement, nous nous acheminons vers la formation d'un réel parti communiste, nous sommes dès maintenant assez forts pour que nous puissions user d'indulgence pour les militants du rang et de sévérité pour les camarades des sommets.

En terminant cet examen de la gestion intérimaire, nous demandons aux Fédérations de province qui sont en présence de difficultés plus grandes que celles que nous rencontrons dans la Seine, de croire que notre désir comme le leur est de servir le Parti. Il n'y a pas une Fédération de la Seine, du Nord, de l'Hérault, etc... Il y a seulement des communistes qui, d'un même cœur, poursuivent la bolchevisation du Parti français. La Fédération de la Seine, comme celles de provinces, n'a qu'une préoccupation : bien servir le communisme. Et, maintenant, toutes se dresseront contre tous ceux qui s'écarteraient de la ligne juste tracée par l'Internationale.

LA FEDERATION DE LA SEINE.

Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Rapport du camarade Zinoviev sur « l'activité du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ».

Moscou, 19 juin 1924.

Le président, le camarade *Gebhardt*, donne la parole au camarade *Zinoviev*, rapporteur sur l'« Activité du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ». L'orateur, montant à la tribune, est accueilli par de longs et vigoureux applaudissements. Tous les délégués se lèvent et entonnent l'*Internationale*.

Le camarade *Zinoviev* prend la parole :

Camarades, nous devons, à ce Congrès, tracer les voies de l'avenir ; mais, tout d'abord, il y a lieu d'examiner le chemin déjà parcouru, d'abord parce que, pour la première fois, nous devons entreprendre notre tâche sans la direction et la collaboration du camarade *Lénine* ; ensuite, parce que la situation internationale, à bien des points de vue, a pris un aspect entièrement nouveau, et qu'en outre, notre Congrès est en quelque sorte un Jubilé.

La ligne de l'I. C. avant le 5^e Congrès Nos forces

Il n'y a pas longtemps, nous fêtions le 5^e anniversaire de l'I. C. Nous avons derrière nous quatre congrès, qui sont quatre étapes dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Permettez-moi donc de jeter rapidement un coup d'œil sur le développement de l'Internationale Communiste. J'examinerai son histoire sous deux angles différents.

En premier lieu, quelles étaient nos forces lors de la création de l'Internationale Communiste, et de quelle façon ces forces se sont-elles transformées au cours des années écoulées ?

En second lieu, nous ferons l'histoire des luttes de l'Internationale au sein de l'I. C. et de celles qui se sont déroulées pendant ces quatre congrès.

D'une entreprise de propagande à un parti

Étudions d'abord le rapport numérique de nos forces, hier et aujourd'hui. Je crois, et il très clair maintenant que l'I. C., pendant les premières années de son existence, n'a été dans toute une série de pays qu'une société de propagande, sans qu'elle en avait conscience. Nous nous croyions très forts au début, mais vraiment, à cette époque, nous n'étions pas de Parti communiste, mais seulement de grandes sociétés de propagande dans un grand nombre de pays. D'où provient cette illusion d'optique ? C'est qu'à la fin de la guerre impérialiste, le mécontentement élémentaire des masses était très grand ; et nous avons pris ce mécontentement élémentaire pour une force communiste organisée. Cependant, ce ne l'était pas. Un exemple suffira à nous le montrer, un exemple tiré de notre Parti allemand.

Tout de suite après le 1^{er} Congrès national allemand, pendant le soulèvement spartakiste de janvier 1919, nous pensions tous que notre Parti allemand était une force très importante. Le mécontentement des masses était très grand, l'aversion des masses pour la bourgeoisie, et en partie aussi pour la social-démocratie, était élémentaire ; il nous sembla que nous, communistes, nous étions les chefs de ce mouvement qui englobait des millions d'hommes. Si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur ces événements, nous voyons très nettement que le soulèvement de Spartakus représente un des plus glorieux chapitres de la classe ouvrière, et nous n'avons pas à en avoir honte. Mais qu'était en réalité notre Parti ? Il était encore petit, c'était une vaste société de propagande du communisme commençant à gagner les masses.

Il en était de même dans d'autres pays. Pour apprécier nettement où nous en sommes, il ne nous faut pas oublier ce que j'ai dit. Malgré toutes les faiblesses, malgré tous les défauts de nos sections, nous sommes, dans un grand nombre de pays, plus qu'une société de propagande, nous sommes devenus un Parti communiste et, dans une certaine mesure, des Partis communistes de masse.

Lutte de tendance

Passons maintenant à la question des luttes de tendance au sein de l'Internationale Communiste. Bien des choses sont nécessaires pour avoir une idée claire des luttes de tendance que nous éviterons difficilement à ce 5^e Congrès. En ce qui touche au programme, je suis d'accord avec ce qui est dit dans les thèses du Parti communiste allemand. Je pense que tout le monde connaît ce document. Il me semble que ce document, en bien des points, est acceptable pour nous tous et qu'il contribuera beaucoup aux solutions que nous devons apporter ici au 5^e Congrès.

Les principes fondamentaux de l'I. C.

Le Parti communiste allemand mentionne dans ses thèses six points principaux qui comptent à notre actif dans les cinq années d'activité depuis la fondation de l'I. C. et qui constituent en quelque sorte les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste. Ce sont les thèses sur la *dictature et la démocratie*, présentées au 1^{er} Congrès par le camarade *Lénine*. Ensuite, ce sont les thèses du même camarade sur la *question agraire* et la *question nationale*, acceptées au 2^e Congrès, puis les *21 conditions*, les *thèses sur le rôle du Parti dans la Révolution* et la résolution du 2^e Congrès sur les *conditions de formation de soviets de délégués ouvriers*, intitulée : « Dans quelles conditions peuvent être constitués des Conseils ouvriers et quel est leur rôle historique ».

Ces documents n'ont pas été acceptés sans lutte autour des problèmes de tactique étaient bien plus après.

Tout le monde sait, et il n'est pas besoin de le démontrer ici, que le bolchevisme est né de la lutte contre l'opportunisme, de la lutte contre la droite, contre les social-démocrates et les cen-

tristes. Les communistes sont dans une grande mesure issus de la 2^e Internationale. On peut dès maintenant distinguer deux parties dans l'Internationale Communiste.

L'héritage

L'une de ces parties est formée des communistes provenant de la 2^e Internationale, les anciens social-démocrates. La nouvelle génération ouvrière formée avant et après la guerre constitue la seconde partie. Ces deux groupes ont, l'un et l'autre, leur côté faible et leur côté fort. Tout le monde sait que la tactique de l'Internationale Communiste, la tactique du bolchevisme et du léninisme a été créée surtout au cours de la lutte contre la social-démocratie, contre la droite, contre les centristes, et il est compréhensible que le Léninisme devait et doit souvent encore combattre, dans l'Internationale communiste même, contre les survivances de l'esprit social-démocrate, qui, par des raisons bien compréhensibles, continuent à subsister dans l'I. C.

Un fait dont on se rappelle généralement moins bien, c'est la lutte que le bolchevisme a soutenue contre les déviations désignées souvent comme « de gauche » ou « d'ultra-gauche ». Elles ne sont naturellement pas « de gauche », car il n'y a rien de plus « à gauche » que le Léninisme, le Marxisme révolutionnaire. Le bolchevisme, même avant la Révolution, a combattu violemment, durant des années, ces « déviations de gauche ». Le fondateur et le maître de l'Internationale Communiste, le camarade Lénine, a mené la lutte dans l'Internationale Communiste contre ces déviations, soi-disant d'ultra-gauche. L'Exécutif de l'I. C. doit continuer à le faire.

LES QUATRE CONGRÈS DE L'I. C.

Le premier Congrès

Le premier Congrès a eu lieu au moment où l'enthousiasme pour la Révolution russe était très grand et que nous ne nous rendions pas encore compte de la signification et de l'étendue de la défaite du soulèvement spartakiste en Allemagne. Le 1^{er} Congrès s'est déroulé sans grandes luttes de tendance. Autant que je me souviens, il n'y eut qu'un seul vote, et un vote réellement intéressant. L'Internationale Communiste devait-elle déjà être fondée à ce Congrès ? Le représentant du P.C.A. était opposé à sa fondation immédiate.

Le deuxième Congrès

Au 2^e Congrès, nous avons déjà un groupement plus net et plus large et nous commençons la lutte contre la droite. Vous vous souvenez bien des 21 conditions, qui devaient devenir un rempart contre le centrisme. Mais déjà, à cette époque, le camarade Lénine et ceux qui le soutenaient devaient lutter contre les tendances de gauche, par exemple dans la question du parlementarisme. Un certain nombre de camarades s'opposaient à l'abandon du parlementarisme et parmi eux se trouvait aussi le camarade Bordiga.

Il y eut aussi au 2^e Congrès lutte contre les syndicats. Quelques camarades américains et des camarades allemands réclamaient la sortie des syndicats. Le camarade Lénine dut soutenir une lutte très dure contre cette tendance. On lutta également au 2^e Congrès contre le P.C.O. (Parti Communiste Ouvrier de l'Allemagne) et contre les ultra-gauches sur la question du rôle historique du Parti. Beaucoup d'ultra-gauches disaient :

« En règle générale, nous n'avons pas besoin de parti, au moins pas avant la Révolution. »

Nous avions donc, dès le 2^e Congrès, à lutter contre les centristes et en même temps sérieusement contre les soi-disant ultra-gauches. C'est le camarade Lénine qui mena la lutte. On discuta aussi sur la question de savoir si les communistes anglais devaient entrer au Labour Party. Vous vous souvenez que de nombreux camarades y étaient opposés — et pas seulement les Anglais. Ainsi, par exemple, le camarade hollandais Wynkoop, qui est parmi nous aujourd'hui, a combattu, tel un lion, contre l'entrée des communistes anglais au Labour Party. Il prétendait que c'était de l'opportunisme. Mais le temps passe et les hommes changent. Maintenant on accuse le camarade Wynkoop de toutes autres déviations que de celles de gauche — nous aurons à examiner si c'est à tort ou à raison — mais ces quelques faits montrent que la lutte de tendance existait dès le début au sein de l'Internationale Communiste.

Le troisième Congrès

Le troisième jalon sur notre route est le 3^e Congrès mondial. Vous vous souvenez de la lutte contre la fameuse théorie de l'offensive après l'action de mars. Cette lutte fut même présentée comme une lutte contre la tendance révolutionnaire.

En réalité, ce n'était pas une lutte contre la gauche, mais une lutte contre les déviations d'une soi-disant gauche. C'est encore Lénine qui mena cette lutte. Elle est un des événements les plus importants dans la vie de l'Internationale Communiste. En même temps, il y eut lutte violente contre Lévi (Lévi fut exclu au 3^e Congrès), lutte contre les tendances opportunistes du mouvement italien, mais aussi lutte violente contre Terracini, contre Bordiga, contre de nombreux camarades qui maintenant se trouvent à la soi-disant extrême gauche. Le camarade Lénine, au 3^e Congrès déjà, a démolé la position politique que Bordiga soutient actuellement.

Le quatrième Congrès

La 4^e étape, le 4^e Congrès, vous est encore suffisamment présent à l'esprit, il est inutile que j'en parle longuement. Au 4^e Congrès, on a accepté le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier*, on a entériné la tactique du front unique. On a fortement critiqué et repoussé les thèses de Rome, sur lesquelles nous reviendrons encore ici. Vous voyez donc, camarades, que l'Internationale Communiste, dès ses débuts, pour être léniniste — aujourd'hui, nous dirions, pour être léniniste — menait la lutte contre les centristes et les opportunistes, mais en même temps elle combattait et devait combattre les déviations ultra-gauches.

Il y a des camarades — et ce ne sont pas de mauvais révolutionnaires, mais des sentimentaux — qui souvent nous font le reproche suivant : tantôt l'Exécutif combat la droite, tantôt la gauche, c'est un manque de principes, il faut une fois pour toutes se déterminer et ne pas lutter aujourd'hui contre la droite et demain contre la gauche.

Là-dessus nous répondons qu'on lutte certainement d'autant mieux contre les déviations d'extrême gauche, qu'on combat les fautes et les erreurs de droite.

Léninisme sans réserve

Mais, camarades, le contraire arrive assez souvent et les erreurs de droite abondent. C'est pourquoi il ne faut pas nous dire que nous man-

quons de principes, parce que nous combattons aussi les déviations d'extrême gauche. On doit comprendre qu'il s'agit là de l'essence même du marxisme. Que diriez-vous d'un camarade qui affirme : je suis marxiste, j'accepte le marxisme, sauf en ce qui concerne ce que Marx a écrit contre le proudhonisme, le proudhonisme qui, lui aussi, se croyait très « à gauche » ? Mais le marxisme moins la lutte contre le proudhonisme, ce n'est plus du marxisme.

Eh bien, camarades, cela est juste aussi pour le léninisme. Je connais beaucoup de bons camarades qui disent : oui, tout ce qu'a écrit Lénine est merveilleux, mais son livre sur *La Maladie infantile du communisme* n'est pas tout à fait juste. Lénine a sans doute subi à ce moment-là une légère déviation de droite : il n'y a pas la moindre « maladie infantile » dans l'I.C. Si nous sommes des enfants, nous sommes évidemment des enfants-phénomènes qui n'ont jamais de maladies.

Camarades, nous devons dégager ce qui se cache sous ces idées et ces appréciations. Le léninisme sans l'idée que Lénine développe dans sa *Maladie infantile*, n'est déjà plus du léninisme. Il faut bien s'en rendre compte. Et les camarades qui voudraient soutenir le léninisme sans les idées exposées dans *La Maladie infantile*, me font rappeler ce paysan de la Révolution française, qui disait : « Vive le roi sans la gabelle ! »

Non, camarades, il nous faut le léninisme tout entier, le léninisme unique — avec la gabelle, c'est-à-dire avec la critique sévère des tendances « de gauche ».

Camarades, nous suivons la vieille voie que Lénine nous a tracée et elle n'est pas du tout « sans principes ». Il ne faut pas se présenter les choses d'une manière aussi petite-bourgeoise en disant : si aujourd'hui tu es contre « la droite » et demain contre la prétendue « extrême gauche », tu es alors sans principe. Camarades, imaginez que nous ayons à conduire un cuirassé et que nous dussions l'amener à un but déterminé. Vous savez qu'il y a quelque part une zone de mines. Les mines se trouvent tantôt à droite, tantôt à gauche. Vous devez diriger votre bateau à travers ces mines. Peut-on dire que ce capitaine, qui gouverne tantôt à droite, tantôt à gauche, est un homme « sans principe » ? Je cite cet exemple, parce que de bons camarades « de gauche », comme Bordiga, nous adressent ouvertement ces accusations et déclarent que l'I.C. n'a plus de principes, qu'elle lutte tantôt contre « la droite », tantôt contre « la gauche ». Il faut dire que nos adversaires, ceux de la 2^e Internationale, sont du même avis.

Je viens de vous exposer brièvement l'histoire de l'Internationale Communiste pour que nous reconnaissons tous que le léninisme, non seulement au début en Russie, mais une fois devenu international dans l'Internationale Communiste, a toujours tourné son aiguillon principalement contre la droite, les centristes, les social-démocrates, les survivances de la social-démocratie dans nos propres rangs. Mais, pour confondre la droite, il a toujours combattu aussi la soi-disant extrême-gauche, qui, à notre avis, est une tendance petite-bourgeoise, tout comme pour Marx le proudhonisme. Nous persévérons dans cette voie, quoi qu'on écrive sur notre manque de principe. Ce n'est que l'application de la tactique du marxisme et du léninisme dans les circonstances où nous sommes.

L'Enseignement de Lénine

Je vous citerai un des articles les plus lumineux de Lénine : « Sur la signification de l'or avant et après la pleine victoire du socialisme ». C'est, à mon avis, un de ses articles les plus importants et les plus largement révolutionnaires. Voici le passage :

« Le danger le plus grand et peut-être l'unique danger pour un véritable révolutionnaire, c'est l'exagération de l'esprit révolutionnaire, l'oubli des limites et des conditions de l'application des méthodes révolutionnaires. Les vrais révolutionnaires se sont surtout cassé le cou lorsqu'ils ont écrit le mot « Révolution » avec une majuscule, lorsqu'ils ont voulu faire de la « révolution » quelque chose de divin, lorsqu'ils ont ainsi perdu la tête et la capacité de peser avec sang-froid en quel moment, dans quelles conditions, dans quelle sphère d'action il faut agir révolutionnairement, en quel moment, dans quelles conditions et dans quelle sphère il faut savoir employer les procédés réformistes.

« De véritables révolutionnaires ne peuvent périr (non pas au sens de la défaite extérieure, mais au sens de l'écroulement intérieur de leur cause) que s'ils perdent le sang-froid et s'ils croient que la « grande et victorieuse révolution mondiale » peut et doit absolument résoudre tous les problèmes en toutes circonstances et dans tous les domaines par la voie révolutionnaire. »

Je voudrais faire entendre ces paroles au camarade Bordiga ; malheureusement, il n'est pas encore arrivé ; mais le camarade Rossi, qui est de la même tendance que lui, étant là, je le prie de les lire pour le moins deux fois par jour pendant son séjour à Moscou. Ce sera pour lui d'un excellent profit. (*Applaudissements.*)

Vous le voyez, camarades, Lénine parle même de procédés réformistes. Il a probablement employé cette expression pour souligner sa pensée et pour taquiner ses adversaires.

Donc, pour triompher de la droite, qui est encore très forte parmi nous, nous devons garder sous nos yeux les enseignements de notre maître lorsque le bolchevisme n'était encore qu'un phénomène russe, et, ensuite, lorsqu'il est devenu international.

DU 4^e AU 5^e CONGRES

Je passe maintenant à l'époque entre le 4^e et le 5^e Congrès. Là aussi, il y a eu une lutte de tendances très vive. J'essaierai d'en noter le plus important.

Contre les erreurs de droite

Immédiatement après le 4^e Congrès mondial, ce fut la campagne contre Frossard. Le chapitre est clos, comme vous le savez. Nous pouvons maintenant exprimer à Frossard les remerciements du Parti français et de l'Internationale. Il a produit l'effet d'un emplâtre qui a résorbé tout ce qu'il y avait de mauvais et de malade dans le Parti, en l'assainissant ainsi.

Deuxième bataille : contre le *Parti ouvrier norvégien*. C'est un parti mi-réformiste, mi-syndicaliste de droite. Lian, un des chefs du parti et des syndicats, est un vulgaire pur social-traitre, Hoeglund lui-même en conviendra certainement aujourd'hui.

En Italie, la lutte a été menée contre les chefs de droite du Parti socialiste.

En Suède, l'Exécutif a dû corriger les erreurs de la majorité. Dans quelle mesure il y a réussi, nous ne le savons pas encore.

Puis les événements de Bulgarie. Les déviations de droite sont de natures diverses : elles varient avec les traditions et la culture de chaque pays. En Bulgarie, elles ne sont pas ce qu'elles sont en Suède ; en Angleterre, elles sont autres qu'en Norvège ; en Russie — notre opposition — elles sont autres qu'en France. Mais, malgré cela, ce sont toujours des déviations de droite. Vous connaissez les décisions prises par l'Exécutif dans la question bulgare. Les meilleurs chefs du Parti bulgare ont convenu que l'Exécutif avait raison. Le Parti bulgare a déjà réparé bien des fautes.

Je passe au Parti allemand. Là aussi s'est poursuivie une lutte contre la droite. On prétend parfois, par exemple dans la presse tchèque, que l'Exécutif aurait brisé l'ancienne direction. Je dois déclarer que ce mérite ne revient pas exclusivement à l'Exécutif, au contraire. Nous avons trop longtemps soutenu les anciens dirigeants, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

La discussion russe

Ensuite, la discussion russe, dont le Congrès aura à s'occuper. Le Parti russe a caractérisé les déviations apparues dans son sein comme petites-bourgeoises. Elles portent un caractère original : elles sont d'une grande importance internationale. J'ai sous les yeux un numéro du *Vorwaerts* de Scheidemann, qui dit, à propos du Congrès du Parti communiste russe : « Où est-elle, maintenant, cette opposition qui, il y a six mois, faisait tant parler d'elle et sur laquelle partout on fondait tant d'espoirs ? »

Qui fondait tant d'espoirs sur l'opposition ? La social-démocratie contre-révolutionnaire allemande ! Ces espoirs ne se sont pas réalisés, comme vous savez, et j'espère qu'ils ne se réaliseront jamais. (Applaudissements.) Mais le même numéro du *Vorwaerts* consacre au camarade Radek un article où il dit qu'il se distingue des autres chefs de l'I.C. par ses vues saines et clairvoyantes. (Exclamations : Ecoutez ! Ecoutez !) Je ne veux pas prétendre que Radek mérite pleinement l'approbation de l'organe social-démocrate, mais en partie il la mérite. Et si toute la situation ne lui était pas claire jusqu'à présent, j'espère que cet article le fera réfléchir. Il se demandera comment il peut arriver que le *Vorwaerts* l'appelle un politique sain et clairvoyant.

La déviation de droite en France

L'Exécutif a dû, malheureusement, combattre une nouvelle « droite » dans le Parti français. J'ai dit que Frossard a produit l'effet d'un emplâtre, en résorbant tout ce qu'il y avait de malsain dans le Parti. Pour parler plus prudemment, il faut dire : presque tout.

Quelques-unes des erreurs de cette droite sont très dangereuses. Nous avons entendu naguère, au Reichstag, Loebe prononcer : « Le gouvernement travailliste anglais et le bloc des gauches en France ouvrent un nouveau chapitre de l'histoire ». Voilà bien l'expression de l'état d'esprit démocratique et pacifiste qui se manifeste dans la masse social-démocrate. Quand Loebe parle ainsi, ce n'est que demi-mal. Mais quand Rosmer écrit, au nom de son parti, quelque chose d'analogue sur le gouvernement travailliste d'Angleterre, il se fait, malheureusement, lui aussi, le porte-parole d'illusions pacifistes et démocratiques. Nous avons donc

une droite dans le Parti français. Par bonheur, elle est numériquement faible. Je pense aussi qu'elle sera de courte durée.

Je pense qu'elle vivra à peu près autant que le ministre Marsal. (Rires.) L'Exécutif fera son possible pour ne pas laisser se développer non plus la droite représentée par Souvarine, qui se réfute lui-même à mesure qu'il parle davantage et qui, en général, n'a pas de pire ennemi que lui-même, et par Rosmer et Monatte, dont nous attendions mieux. Le Parti français a combattu justement et résolument cette tendance.

Les déviations en Amérique

et en Angleterre

Nous avons eu certaines déviations de droite dans le mouvement américain, à propos du « tiers-parti » et de La Follette : certains camarades voulaient faire un bloc électoral avec cette organisation petite-bourgeoise. Le problème était difficile. Nous avons hésité, parce que nous connaissons mal l'Amérique, parce que notre mouvement y est encore peu développé et parce que l'idée d'un parti ouvrier indépendant y est encore trop nouvelle. L'ouvrier américain vote encore pour les partis bourgeois, il nourrit toujours l'espoir de devenir un petit patron. A la fin, l'Exécutif s'est prononcé contre cette tactique, et les événements ont démontré qu'il a eu raison.

Il y a eu aussi des déviations de droite dans le Parti anglais. Deux ou trois mois avant ce Congrès, j'ai rédigé une lettre attirant l'attention sur les graves erreurs commises dans l'application de la tactique du front unique. Nous sommes d'accord là-dessus avec les instructions du Parti allemand à sa délégation.

Contre l'extrême-gauche

et le revisionnisme théorique

En ce qui concerne le Parti allemand, il y a eu des moments où nous étions fort pessimistes. Vous connaissez les deux lettres de l'Exécutif et mon article. Nous craignons que dans la question syndicale, nos camarades soient victimes d'une nouvelle tactique qui pouvait être très nuisible. Nous avons combattu ces déviations « d'extrême-gauche » avec raison et avec assez de succès. Il y eut un moment où non seulement la gauche, mais aussi le centre et même quelques droitiers, déclarèrent inévitable la scission syndicale. Quant à la droite, je ne puis l'affirmer avec certitude, mais je suis catégorique en ce qui concerne le centre. Deux camarades influents de cette tendance vinrent à Moscou nous supplier de ne pas attaquer l'extrême-gauche, car tous les ouvriers allemands voulaient quitter les syndicats. C'était, d'après eux, un « phénomène élémentaire » et irrésistible. Nous avons pourtant interdit la scission et avec succès. C'était la bonne voie, et le Parti allemand y est entré aussi au Congrès de Francfort. Ce danger-là n'existe plus dans le Parti allemand, et nous nous en réjouissons fortement.

Si le Parti allemand et l'Exécutif avaient manqué de fermeté dans cette question, il aurait pu s'ensuire de graves conséquences. Aujourd'hui, les syndicats se stabilisent de nouveau. Dans une période illégale ou semi-illégale, le Parti aurait été perdu. Au lieu d'un grand parti de masses, il serait devenu une secte, s'il avait permis aux com-

munistes de sortir des syndicats. Ainsi, nous devons combattre « l'extrême-gauche ». Elle est petite, je veux bien, mais les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Si nous voulons maintenir nos principes, si le léninisme n'est pas pour nous une phrase, nous devons nous rappeler le passage que j'ai cité de Lénine. Nous ne laisserons se développer ni cette extrême-gauche, ni le révisionnisme théorique, qui semble devenir un phénomène international. En Italie, Graziadei réimprime en volume ses anciens articles du temps où il était encore révisionniste social-démocrate et contre le marxisme. Ce révisionnisme en matière théorique ne peut pas rester impuni. Si Lukács, en Hongrie, en fait autant pour la philosophie et la sociologie, nous ne le tolérerons pas non plus. J'ai une lettre du camarade Rudas, un des chefs de cette fraction. Il raconte qu'il voulait réfuter Lukács, mais sa fraction le lui interdisant, il l'a quittée parce qu'il ne veut pas laisser énerver le marxisme. Bravo, Rudas ! Nous avons une tendance semblable dans le Parti allemand. Graziadei est professeur, Korsch est aussi professeur. (*Exclamation* : Lukacs aussi est professeur !) S'il nous arrive encore quelques professeurs de cette espèce pour débiter leurs théories anti-marxistes, malheur à nous ! Nous ne tolérerons pas dans notre Internationale Communiste ce révisionnisme théorique.

La revue « l'Internationale »

Dans le dernier numéro de l'*Internationale*, la revue du Parti allemand, nous trouvons un article d'un certain Boris, qui se classe dans « l'extrême-gauche » (*Ruth Fischer* : Ce n'est pas un professeur, pourtant !). Exceptionnellement, ce n'est pas un professeur, mais ce n'est pas un communiste non plus, ou du moins pas un marxiste ! J'ai passé l'article à Boukharine, qui le critiquera dans son discours sur le programme. Ce Boris déclare qu'en réalité il n'y aurait pas de surprofits coloniaux. C'est toute la prose de la 2^e Internationale. Tout l'impérialisme de la social-démocratie repose sur l'existence du surprofit que les Etats impérialistes tirent des colonies. Le camarade Korsch, directeur de la revue, défend Lénine contre certaines déviations du léninisme. Il conviendra, je pense, que nous donnions au camarade Korsch le conseil amical d'étudier d'abord le marxisme et le léninisme. J'ai appris que la Centrale allemande a pris une résolution désavouant l'article de Boris. C'est bien, mais cela ne suffit pas.

Ce n'est pas trop demander que d'exprimer le désir que l'*Internationale* se trouve entre des mains marxistes et non entre les mains de gens qui ont encore à étudier le marxisme. Graziadei est un révisionniste avéré. C'est bien dommage, car, sous beaucoup de rapports, c'est un excellent camarade, mais on ne peut être à la fois révisionniste et communiste. L'*Internationale Communiste* ne peut souffrir que, dans ces questions, on se permette des extravagances. Nous sommes parfois trop plongés dans la politique pour lire toutes les brochures, les livres et les articles. Certains disent même : nous n'en avons pas le temps. Ce n'est ni léniniste, ni marxiste. Il y a toute une génération de jeunesse et d'ouvriers qui veulent se donner une éducation communiste et qui lisent ces articles. Il nous faut faire la pleine lumière. Nous ne pouvons pas souffrir que l'état de choses actuel continue.

Ne sous-estimons pas le « danger de droite »

Ainsi, camarades, je le répète, au cours de l'année écoulée, nous avons eu à porter les 90 % de nos coups contre les déviations de « droite ». Je pense qu'au présent Congrès, il en sera de même. Plus on étudie les documents de nos sections et plus on se rend compte que le danger de droite ne saurait être exagéré ; il est plus grand que jamais, non que nos militants soient mauvais, mais parce que la période actuelle de l'histoire le veut.

Nous sommes entre deux vagues de révolutions, et il est naturel qu'il se produise des tendances de droite. Les survivances social-démocrates sont plus grandes que nous n'aurions jamais pu nous le figurer. Nous devons déraciner, et nous le ferons, ces déviations de droite, mais nous n'en triompherons vraiment que si nous refusons toute concession au radicalisme verbal et au révisionnisme, si nous réprimons les déviations d'extrême-gauche dès qu'elles commencent à prendre de l'importance.

La situation au moment du 5^e Congrès

Quelle est la situation au moment de l'ouverture du 5^e Congrès ? Beaucoup trouvent le cours des événements trop lent. Nous sommes tous mécontents de constater que la victoire ne soit pas venue et ne paraisse pas pressée de venir. Nous attendions la révolution allemande, elle n'est pas venue. Les difficultés sont énormes. Subjectivement, tout cela est juste. Pour notre sentiment subjectif, tout va trop lentement, car nous devons attendre la fin du règne de Mac Donald, du Bloc des Gauches en France, et des événements d'Allemagne. Mais, objectivement, il me semble que le cours des événements n'est pas si lent. Lorsqu'une mouche est posée sur une meule immense qui tourne à toute vitesse, elle a le sentiment de ne pas bouger. Il en est de même pour nous. La meule de l'histoire mondiale tourne assez vite.

Le bilan de cinq ans

Voici le bilan des cinq dernières années :

- 1^o Une demi-douzaine de monarchies renversées, dont la monarchie russe, ce qui n'est pas rien. (*Interruption* : Très juste !) Cette destruction du tsarisme a une importance énorme pour la révolution mondiale.
- 2^o Un sixième du globe est à nous. Il manque les cinq autres, mais cela n'empêche que le premier nous le tenons ferme.
- 3^o Le mouvement a été extrêmement accéléré en Asie et dans les autres contrées lointaines, du fait de la guerre.
- 4^o Le capitalisme des pays avancés est ébranlé et en partie désorganisé.
- 5^o L'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie, en la personne des social-démocrates, sont devenues une partie intégrante indispensable des gouvernements bourgeois. C'est aussi un progrès. Certainement, ce sont des contre-révolutionnaires et des traîtres, mais, objectivement, c'est un pas en avant, car c'est un symptôme de désagrégation de la bourgeoisie.
- 6^o Les Partis communistes ont grandi. Nous ne sommes plus de simples sociétés de propagande, nous sommes en train de devenir des Partis communistes universels.

Ce bilan est un peu maigre et nous attendions davantage, mais il n'est pas aussi mauvais qu'on se le figure ordinairement.

Pendant l'année écoulée, nous avons vu se pro-

duire des poussées révolutionnaires en Bulgarie, en Allemagne et en Pologne. Il est clair que ce n'est pas l'effet du hasard : c'est le signe que nous nous trouvons entre deux vagues de révolutions. En général, beaucoup d'événements se sont produits en politique internationale et dans le mouvement ouvrier : l'avènement du gouvernement travailliste en Angleterre, les élections allemandes, françaises et italiennes, le gouvernement ouvrier au Danemark, le progrès des courants petits-bourgeois en Amérique, une grève de six mois en Norvège, la liquidation de l'Internationale 2 1/2, la Conférence Internationale des Transports, une vague de grèves en Angleterre, la grève des cheminots en Chine, la grève de 150.000 ouvriers du textile aux Indes, etc. Nous ne pouvons donc nous plaindre du manque d'événements. Nous n'avons pas la victoire complète. Mais ça va.

La situation économique mondiale

Voyons la situation économique du monde. Nous entendrons à ce sujet le rapport de Varga. Autant que je puis en juger, il me semble que les considérations de Varga sont judicieuses. Personne n'y a rien relevé d'inexact. Le 3^e et le 4^e Congrès ont jugé la situation. Il n'y a pas grand'chose à changer à ce qui a été dit. Le capitalisme est, comme alors, dans une période de décadence. Nous observons le début d'une nouvelle crise économique en Amérique et, dans le monde entier, une crise de l'agriculture. Nous voyons se produire un essor partiel dans quelques pays d'Europe, d'ordinaire dans un pays aux dépens des autres. La social-démocratie estime qu'on revient à la normale. Hilferding exulte. Il dit que nous allons vers une stabilisation. Dans la revue *Gesellschaft*, il affirme que cette stabilité sera rétablie en même temps que la sécurité de l'Europe Centrale ! Oui, il manque un rien à cet optimisme, c'est que cette sécurité est absolument impossible à créer. Elle n'existe qu'en Russie des Soviets, le pays dont Hilferding écrit que la situation n'y est pas encore normale.

S'il est normal que la monnaie d'Allemagne, d'Autriche et de Pologne tombe catastrophiquement, puis se relève, puis retombe de nouveau, comme il est inévitable, si cela est normal, parfait ! Nous nous souhaitons de continuer ainsi longtemps encore. Si ce qui arrive au franc est normal, nous lui souhaitons de connaître quelque temps encore ce train normal ! S'il est normal que la crise agraire sévisse dans le monde entier, que 40 % des farmers américains soient réduits à la misère, qu'il y ait 7 millions de chômeurs, si tout cela est normal, c'est une preuve de plus de la violence de la crise traversée par les Etats bourgeois. La lutte des classes s'exacerbe, le niveau des salaires tombe de plus en plus, en Allemagne il est de 20 à 40 % plus bas qu'en 1923, la semaine de travail dépasse de bien loin 48 heures, même en Angleterre le salaire réel n'est souvent que les 3/4 du salaire d'avant-guerre ; en France, où il n'y a pas de chômage et où il y a une grande immigration, le renchérissement de la vie est beaucoup plus rapide que l'augmentation des salaires ; en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, dans un très grand nombre de pays, le salaire réel n'atteint que 50 à 75 % d'avant-guerre. Non seulement relativement, mais absolument la situation de la classe ouvrière empire de jour en jour. Constatons-le donc : les choses ne vont pas aussi vite que nous nous y attendions. Mais la période de crise, de décadence, de déclin du capitalisme se poursuit.

En politique la crise est encore plus évidente que dans le domaine économique, car la politique est un baromètre plus rapide et souvent plus sensible. Il ne saurait être question d'une stabilisation de la situation économique. La bourgeoisie est ici beaucoup plus pessimiste que les social-démocrates, ses laquais, car elle voit de plus près la réalité économique. Rien ne nous oblige donc à reviser les jugements énoncés dans les résolutions des 3^e et 4^e Congrès.

La situation politique internationale

En ce qui concerne la situation politique, nous avons du nouveau : nous avons prévu la phase actuelle dans la résolution du IV^e Congrès, c'est la phase « démocratique », « pacifiste ».

« Ce qui caractérise la situation politique internationale du moment, c'est le fascisme, l'état de siège et la vague montante de terreur blanche contre la classe ouvrière. Cela n'exclut pas, dans une époque prochaine et dans les pays les plus importants, la possibilité que la réaction bourgeoise déclarée fasse place à une ère « démocratique-pacifiste ».

La phase démocratique-pacifiste

Cela était écrit en 1922. Ainsi l'Internationale Communiste avait prévu 18 mois à l'avance cette ère « démocratique-pacifiste ».

En plein état de siège nous avons prédit l'ère « démocratique-pacifiste ». Je pense, qu'à présent, il nous faut faire l'inverse : entrés dans l'ère « démocratique-pacifiste », il nous faut prévoir une nouvelle ère d'état de siège et de furieuse contre-révolution bourgeoise. L'ère « démocratique-pacifiste » ne durera plus longtemps. Nous l'avons dit aussi dans la même résolution : « En Angleterre (le renforcement du Labour Party aux dernières élections) et en France (l'avènement fatal du Bloc des Gauches) une période transitoire « démocratique-pacifiste » est très probable. Il se peut qu'elle provoque un renouveau d'illusions pacifistes dans l'Allemagne bourgeoise et social-démocrate. Entre la période présente de domination impudente de la réaction bourgeoise et le triomphe complet du prolétariat révolutionnaire se placent plusieurs étapes et les épisodes transitoires les plus variés sont possibles. »

L'Internationale Communiste avait prévu ces événements d'importance primordiale. Et maintenant les voici accomplis. Nous avons affaire à une situation qui est véritablement nouvelle. L'ère « démocratique-pacifiste » est venue pour les principaux pays d'Europe : en Angleterre, le gouvernement travailliste ; en France, le Bloc des Gauches, avec lequel les social-démocrates sont virtuellement au pouvoir ; au Danemark, un gouvernement ouvrier ; en Autriche, une grande victoire des social-démocrates ; en Belgique, très probablement, Vandervelde sera demain au pouvoir ; au Japon, un nouveau gouvernement « de gauche » ; en Tchéco-Slovaquie et en Pologne, reflet probable de la victoire du Bloc des Gauches, puisque ces pays sont vassaux de la France bourgeoise. En Amérique on soutient les décisions des experts et un mouvement se dessine en faveur d'un « tiers parti ». Puis nous enregistrons la reconnaissance de l'Union des Soviets par un grand nombre de pays. Tout cela ensemble constitue bien une ère démocratique-pacifiste. Elle va sans doute éveiller de nouvelles illusions par-

mi les ouvriers social-démocrates ou sans-parti et parmi nous, chez les communistes les moins trempés, renforcer la « droite ». Il faut s'en rendre bien compte.

« Thérapeutique » bourgeoise au lieu de « Chirurgie »

La bourgeoisie a remplacé les méthodes chirurgicales par des méthodes « thérapeutiques ». Vous connaissez le rapport des experts. Je l'ai déjà dit : à mon avis, c'est un nœud coulant au cou de la classe ouvrière allemande. Seulement la corde est de soie. Elle est moins laide à voir et on ne la serrera que peu à peu, avec des pauses. Et voilà ce que les social-démocrates appellent pacifisme et triomphe de la démocratie ! Nous combattons la décision des experts. Mais il ne faut pas se faire d'illusion, son application est extrêmement utopique. Plus on essaiera de raccommoier les désaccords entre bourgeoisies impérialistes, et plus tout ce travail de ravaudage se défera. Ainsi une vieille chaussette ; plus on en rassemble des bouts, et plus elle se déchire. Plus ces messieurs se diront : tout va bien, nous nous sommes raccommoies, nous avons un programme unique, et plus il apparaîtra que les conclusions des experts ne sont qu'un chiffon de papier. Il va de soi que nous les combattons quand même et de toute notre énergie, et que nous démasquerons la trahison social-démocrate.

Qu'advient-il de cette ère démocratico-paci-

fiste ? Je pense que le gouvernement du Bloc des Gauches ne contribuera pas peu à illustrer la situation. Voyez la déclaration de Herriot. Les socialistes français votent pour l'occupation de la Ruhr et ils seront bien obligés de voter le budget. Le temps n'est pas éloigné sans doute où le cabinet Herriot fera fusiller les ouvriers. Il s'y décidera aussi vite que ses prédécesseurs, les Poincaré et Cie. Je ne crois donc pas que les illusions démocratico-pacifistes dureront longtemps en France.

Le Gouvernement travailliste durera

En Angleterre, le cabinet Macdonald ne sera pas, semble-t-il, un épisode momentané. Bien au contraire. J'estime que le Labour Party participera plusieurs années au pouvoir, dans diverses combinaisons gouvernementales. Il est devenu trop fort pour cesser d'être un facteur gouvernemental et la puissance de la bourgeoisie est trop ébranlée.

On peut dire en somme que la social-démocratie internationale est devenue actuellement un tiers parti de la bourgeoisie. On parle en Amérique d'un tiers parti, qui sera celui de la « démocratie ». Mais en Europe c'est la social-démocratie, telle que nous la connaissons, qui est par le fait le tiers parti de la bourgeoisie.

Aussi me semble-t-il que le Labour Party anglais entrera dans d'autres combinaisons gouvernementales. Mais plus il restera au pouvoir et moins il restera d'illusions aux ouvriers anglais.

(A suivre.)

LES BASES DU LENINISME

(Suite)

Stratégie et tactique

La stratégie et la tactique, science de la direction de la lutte de classe du prolétariat

La période de la II^e Internationale a été par excellence celle de la formation et de l'instruction des armées prolétariennes à une époque de tranquillité relative. Le parlementarisme était alors la forme principale de la lutte de classe. Les grands conflits de classe, la préparation aux batailles révolutionnaires, les moyens d'instauration de la dictature du prolétariat n'étaient pas à l'ordre du jour. On se bornait à profiter des possibilités légales pour la formation et l'instruction des armées prolétariennes, à utiliser le parlementarisme dans le cadre d'un régime qui restreignait et semblait devoir restreindre indéfiniment le prolétariat au rôle d'opposition. Il est évident que, dans une telle période et avec une telle conception des tâches du prolétariat, il ne pouvait y avoir ni stratégie ni tactique véritables, mais seulement des fragments de tactique et de stratégie.

La grande faute de la II^e Internationale n'est pas d'avoir utilisé les formes parlementaires de

lutte, mais d'en avoir surestimé l'importance, de les avoir considérées presque comme les seules possibles et, quand vint la période des combats révolutionnaires, de la lutte extra-parlementaire, de s'être dérobée, refusée à l'accomplissement de ses nouvelles tâches.

Ce n'est qu'à la période suivante, période de l'action directe, de la révolution prolétarienne, où le renversement de la bourgeoisie s'imposa comme une nécessité, où la question des réserves du prolétariat (stratégie) s'avéra urgente, où les formes de lutte et d'organisation — parlementaires et extra-parlementaires (tactique) — se manifestèrent nettement, que pouvaient s'élaborer une stratégie et une tactique véritables de la lutte du prolétariat. C'est alors que Lénine fit revivre les pensées géniales de Marx et d'Engels sur la tactique et la stratégie, dissimulées par les opportunistes de la II^e Internationale. Mais il ne se borna pas à reprendre leurs thèses. Il les développa, les compléta et les réunit en un système de règles et de préceptes pour la direction de la lutte de classe du prolétariat. Des ouvrages comme : *Que faire ? Deux tactiques. L'Impérialisme, l'Etat et la Révolution, la Révolution prolétarienne, la Maladie infantile* sont incontestablement un apport extrêmement précieux

à l'arsenal du marxisme. La stratégie et la tactique léninistes sont la science de la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Les étapes de la Révolution & la Stratégie

La stratégie consiste à déterminer la direction du coup principal du prolétariat et à régler en conséquence la disposition des forces révolutionnaires au cours d'une étape donnée de la Révolution.

Notre révolution a varié dans sa stratégie suivant les étapes qu'elle a traversées.

Première étape : 1903-février 1917. But : renverser le tsarisme, abolir les dernières survivances féodales. Force essentielle de la révolution du prolétariat. Réserve directe : la paysannerie. Coup principal : isoler la bourgeoisie monarchiste libérale qui s'efforçait de gagner la paysannerie et de liquider la révolution par un accord avec le tsarisme. Disposition des forces : alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. « Le prolétariat doit pousser à fond la révolution démocratique en ralliant à lui la masse de la paysannerie pour écraser la résistance de l'autocratie et paralyser la bourgeoisie instable. » (*Deux tactiques.*)

Deuxième étape : mars 1917-octobre 1917. But : renverser l'impérialisme en Russie et sortir de la guerre impérialiste. Force essentielle de la révolution : le prolétariat. Réserve directe : les couches pauvres de la paysannerie. Réserve probable : le prolétariat des pays voisins. Circonstances favorables : la prolongation de la guerre et la crise de l'impérialisme. Coup principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise (mencheviks, s.-r.) s'efforçant de gagner les masses rurales laborieuses et de terminer la révolution par un accord avec l'impérialisme. Disposition des forces : alliance du prolétariat et des paysans pauvres.

Le prolétariat doit accomplir la révolution socialiste en ralliant à lui la masse des éléments semi-prolétaires de la campagne afin de briser par la force la résistance de la bourgeoisie et de paralyser la paysannerie et la petite-bourgeoisie instable. (*Deux tactiques.*)

Troisième étape (consécutive à la Révolution d'Octobre). But : consolider la dictature du prolétariat dans un pays, l'utiliser comme point d'appui pour le renversement de l'impérialisme dans tous les pays. La révolution ne reste pas limitée à une seule contrée, elle entre dans sa phase mondiale. Forces essentielles : la dictature du prolétariat dans un pays, le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les autres. Principales réserves : les masses semi-prolétariennes et les petits paysans dans les pays avancés, le mouvement national dans les colonies et les pays asservis. Coup principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise, les partis de la II^e Internationale, promoteurs de la politique de conciliation avec l'impérialisme. Disposition des forces : alliance de la révolution prolétarienne avec le mouvement national des colonies et des pays asservis.

La stratégie porte sur les forces essentielles de la révolution et ses réserves. Restant la même durant une étape donnée, elle change à chaque nouvelle étape de la révolution.

Les poussées et les dépressions du mouvement et la tactique

La tactique consiste à déterminer la ligne de conduite du prolétariat pendant une période relativement courte de flux ou de reflux, d'ascension ou de dépression du mouvement révolutionnaire, à

suivre cette ligne en remplaçant les anciens mots d'ordre, formes de lutte et d'organisation, par de nouveaux, en alliant ces formes les unes aux autres, etc. Si la stratégie a pour but, par exemple, de mener jusqu'au bout et de gagner la guerre contre le tsarisme ou la bourgeoisie, la tactique, elle, s'assigne des objectifs plus restreints. Elle s'efforce de gagner telle ou telle bataille, de faire aboutir telle ou telle campagne, telle ou telle intervention appropriée à la situation pendant une période donnée de poussée ou de dépression révolutionnaire. Elle est partie de la stratégie et, comme telle, subordonnée à cette dernière.

La tactique varie selon les périodes de poussée ou de dépression. Ainsi, dans la première étape de la révolution (1903-février 1917), elle a varié à maintes reprises, alors que le plan stratégique restait inchangé. De 1903 à 1905, elle était offensive, car alors le mouvement se développait. Grèves politiques locales, manifestations politiques, grève politique générale, boycottage de la Douma, insurrection, mots d'ordre révolutionnaires de combat : telles sont alors les formes successives de la lutte révolutionnaire, parallèlement auxquelles varient les formes d'organisation. Comités d'usines, comités paysans révolutionnaires, comités de grève, soviets des députés ouvriers, parti ouvrier agissant plus ou moins ouvertement : telles sont les formes d'organisation durant cette période.

De 1907 à 1912, le mouvement traversant une phase de dépression, le Parti fut obligé d'adopter la tactique de la retraite. Par suite, les formes de lutte et d'organisation changèrent. Le boycottage du Parlement fit place à la participation à la Douma, l'action révolutionnaire directe aux interventions et au travail parlementaires, la grève politique générale aux grèves économiques partielles ou même au calme complet. Le Parti fut réduit à l'action clandestine et les organisations révolutionnaires de masse remplacées par différentes organisations légales (Sociétés d'éducation, Coopératives, Caisses d'assurance, etc.)

De même, au cours de la deuxième et de la troisième étapes de la révolution, la tactique changea fréquemment alors que la stratégie restait invariable.

La tactique a pour objet les formes de la lutte et de l'organisation du prolétariat, qu'elle allie ou substitue les unes aux autres suivant la situation. Dans une étape donnée de la révolution, elle varie en fonction de la poussée ou de la dépression du mouvement.

La direction stratégique

Les réserves de la révolution sont :

Directes : a) paysannerie et couches intermédiaires de la population ; b) prolétariat des pays voisins ; c) mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays assujettis ; d) dictature du prolétariat. Le prolétariat, tout en conservant sa suprématie, peut renoncer temporairement à une partie de ces réserves, afin de neutraliser un adversaire puissant ou d'en obtenir une trêve.

Indirectes : a) antagonismes et conflits entre les classes indigènes non-prolétariennes, susceptibles d'être utilisés par le prolétariat pour affaiblir l'adversaire et renforcer ses propres réserves ; b) antagonismes, conflits et guerres qui éclatent entre les Etats bourgeois hostiles à l'Etat prolétarien, et que le prolétariat peut utiliser pour mener son offensive ou couvrir sa retraite.

L'importance des réserves directes est évidente. Quant à celle des réserves indirectes, quoiqu'elle

n'apparaisse pas toujours clairement, elle est capitale pour la révolution. On ne saurait nier, par exemple, l'importance immense du conflit entre la démocratie petite-bourgeoise (s.-r.) et la bourgeoisie monarchiste libérale (cadets) pendant et après la première révolution, conflit qui a incontestablement contribué à soustraire la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie. De même la guerre à mort que se livraient les principaux groupes impérialistes au moment de la Révolution d'Octobre les empêcha de concentrer leurs forces contre la Russie soviétique et permit au prolétariat d'organiser les siennes, de consolider son pouvoir et de préparer l'écrasement de Koltchak et de Dénikine. Maintenant que les antagonismes entre les groupes impérialistes s'accroissent au point de rendre une nouvelle guerre inévitable, ces réserves indirectes auront pour le prolétariat une importance de plus en plus grande.

La direction stratégique consiste à utiliser rationnellement toutes ces réserves pour atteindre le but essentiel de la révolution au cours d'une étape donnée.

En quoi consiste principalement l'utilisation rationnelle des réserves ?

Premièrement, à concentrer le gros de ses forces sur le point le plus vulnérable de l'adversaire au moment décisif, lorsque la révolution est déjà mûre, que l'offensive se développe, que l'insurrection va éclater et que le ralliement des réserves à l'avant-garde est nécessaire pour assurer le succès. Comme exemple, nous prendrons la stratégie du Parti d'avril à octobre 1917. Le point le plus vulnérable de l'adversaire était alors incontestablement la guerre. Aussi le Parti, sur cette question, rassembla-t-il autour de l'avant-garde prolétarienne la masse de la population. Sa stratégie consista à former, à entraîner l'avant-garde par des démonstrations, des manifestations et des actions de rue, et, par l'intermédiaire des Soviets à l'arrière et des Comités de soldats sur le front, à rallier les réserves autour de l'avant-garde. L'issue de la révolution a montré la justesse de cette stratégie.

Voici ce que, paraphrasant les thèses de Marx et Engels sur l'insurrection, Lénine dit de cette utilisation des forces de la révolution :

Ne jamais jouer avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'elle doit être menée jusqu'au bout.

Rassembler, à l'endroit et au moment décisifs, des forces de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi; sinon, ce dernier, mieux préparé, mieux organisé, anéantira les insurgés.

L'insurrection une fois commencée, agir avec le maximum de vigueur et engager, coûte que coûte, l'offensive. « La défensive est la mort de l'insurrection ».

S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de profiter du moment où ses troupes sont dispersées.

Rempporter chaque jour des succès, même peu considérables (on pourrait même dire « chaque heure » s'il s'agit d'une seule ville), et conserver à tout prix la « supériorité morale ». (*Conseils d'un absent.*)

Deuxièmement, à bien choisir le moment du coup décisif, le moment de l'insurrection, qui doit être celui où la crise a atteint son plus extrême degré d'acuité, où l'avant-garde, sûre de l'appui de ses réserves, est prête à se battre jusqu'au bout, où le désarroi est le plus fort dans les rangs de l'adversaire.

On peut considérer le moment venu pour la bataille décisive lorsque toutes les forces de classes qui nous sont hostiles se sont suffisamment entre-déchirées, affaiblies dans leur lutte mutuelle; lorsque tous les éléments

intermédiaires hésitants et instables, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise, se sont suffisamment démasqués, déconsidérés par leur faillite dans la pratique; lorsque l'ensemble du prolétariat commence à réclamer les actes révolutionnaires les plus décisifs contre la bourgeoisie. Alors, la révolution est mûre; alors, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions énoncées plus haut et bien choisi le moment, notre victoire est assurée. (*Maladie infantile.*)

L'insurrection d'Octobre peut être considérée comme un modèle de l'application de cette stratégie.

Si le Parti n'observe pas cette deuxième condition il commet, soit en retardant sur le mouvement, soit en le devançant par trop, une faute dangereuse susceptible d'entraîner un échec. Un exemple de cette faute, c'est-à-dire du choix inopportun du moment de l'insurrection : la tentative d'une partie de nos camarades de commencer l'insurrection par l'arrestation de la Conférence Démocratique en août 1917, alors qu'il régnait encore une certaine hésitation dans les Soviets, que nous étions à un tournant et que les réserves n'avaient pas encore rallié l'avant-garde.

Troisièmement, à suivre invariablement, malgré tous les obstacles, la direction une fois adoptée afin que l'avant-garde ne perde pas de vue le but essentiel de la lutte et que les masses marchent sans dévier vers ce but en s'efforçant de se grouper le plus étroitement possible autour de l'avant-garde. La violation de cette règle est des plus dangereuses, car elle amène la « perte de la direction ». Un exemple : la décision prise par notre Parti, immédiatement après la Conférence Démocratique, de participer au Pré-Parlement. A ce moment, le Parti semblait avoir oublié que la création du Pré-Parlement était uniquement une tentative de la bourgeoisie de faire dévier le pays de la voie des Soviets pour l'entraîner dans celle du parlementarisme bourgeois, que sa participation à une telle institution pouvait brouiller toutes les cartes et dévoyer les ouvriers et les paysans menant la lutte révolutionnaire sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets. » Cette faute fut réparée par la sortie des bolcheviks du Pré-Parlement.

Quatrièmement, à manœuvrer avec ses réserves lorsque l'ennemi est supérieur en force, qu'il est notoirement désavantageux d'accepter la bataille et que la retraite, vu la corrélation des forces, est le seul moyen pour l'avant-garde d'échapper à l'écrasement et de conserver ses réserves.

Les partis révolutionnaires doivent parachever leur instruction. Ils ont appris à mener l'offensive. Maintenant, ils doivent comprendre la nécessité de compléter cette science par celle de la retraite. Instruite par une amère expérience, la classe révolutionnaire commence à comprendre qu'il est impossible de vaincre sans connaître à la fois l'art de l'offensive et celui de la retraite. (*Maladie infantile.*)

Le but de cette stratégie est de gagner du temps, de désagréger l'adversaire et d'accablant des forces pour passer ensuite à l'offensive. Ainsi, la conclusion de la paix de Brest permit au Parti de gagner du temps, d'exploiter les conflits de l'impérialisme, de désagréger les forces de l'adversaire, de conserver la paysannerie et de préparer l'offensive contre Koltchak et Dénikine.

En concluant une paix séparée, nous nous libérons, autant qu'il est possible à l'heure actuelle, des deux groupes impérialistes belligérants, nous exploitons leur hostilité, leur guerre qui les empêche jusqu'à un certain point de conclure un accord contre nous, nous nous assurons une période de tranquillité qui nous

permettra de poursuivre et de consolider la révolution socialiste. (Lénine : *Thèses sur la paix.*)

Maintenant — dit Lénine trois ans après Brest-Litovsk — les imbéciles eux-mêmes voient que la paix de Brest était une concession qui nous a renforcés et a morcelé les forces de l'impérialisme international. (*Les Nouveaux Temps.*)

La direction tactique

La direction tactique est une partie de la direction stratégique à laquelle elle est subordonnée. Elle consiste à assurer l'utilisation rationnelle de toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat afin d'obtenir, dans une situation donnée, le maximum de résultats nécessaires pour la préparation de la victoire stratégique.

En quoi consiste principalement l'utilisation rationnelle des formes de lutte et d'organisation du prolétariat ?

Premièrement, à mettre au premier plan les formes de lutte et d'organisation qui, correspondant le mieux à l'état du mouvement, permettent d'amener et de répartir convenablement les masses sur le front de la révolution.

Il faut que les masses conçoivent l'impossibilité du maintien de l'ancien ordre de choses, la nécessité d'y mettre fin et se montrent prêtes à soutenir l'avant-garde. Mais cette conscience réfléchie ne leur viendra que de leur propre expérience. Leur donner la possibilité de comprendre l'inéductibilité du renversement de l'ancien pouvoir, mettre en avant des moyens de lutte et des formes d'organisation leur permettant de constater expérimentalement la justesse des mots d'ordre révolutionnaires : telle est la tâche à accomplir.

L'avant-garde se serait détachée de la classe ouvrière et cette dernière aurait perdu contact avec les masses si jadis les bolcheviks n'avaient pas résolu de participer à la Douma, d'y lutter, de concentrer leurs forces sur l'action parlementaire afin de permettre aux masses de constater la nullité de la Douma, le mensonge des promesses des cadets, l'impossibilité d'un accord avec le tsarisme, la nécessité de l'alliance de la paysannerie et de la classe ouvrière. Sans cette expérience des masses dans la période de la Douma, il eût été impossible de démasquer les cadets et d'assurer l'hégémonie du prolétariat.

La tactique de l'*otsovisme* était dangereuse parce qu'elle menaçait de détacher l'avant-garde de ses réserves innombrables.

Le Parti se serait détaché de la classe ouvrière et celle-ci aurait perdu son influence sur les paysans et les soldats si le prolétariat avait suivi les communistes de gauche qui réclamaient l'insurrection en avril 1917, alors que les mencheviks et les s.-r., partisans de la guerre et de l'impérialisme, n'avaient pas encore eu le temps de se discréditer aux yeux des masses, qui devaient constater à leurs dépens le mensonge des discours menchevico-socialistes-révolutionnaires sur la paix, la terre, la liberté. Sans l'expérience des masses sous Kérénsky, les mencheviks et les s.-r. n'auraient pas été isolés et la dictature du prolétariat aurait été impossible. C'est pourquoi la seule tactique juste consistait à mettre en lumière les fautes des partis petits-bourgeois et à mener la lutte ouverte au sein des Soviét.

La tactique des communistes de gauche était dangereuse parce qu'elle menaçait d'enlever au Parti son rôle de chef de la révolution prolétarienne et d'en faire un ramassis de conspirateurs vides et inconsistants.

Il est impossible de vaincre avec la seule avant-garde. La lancer à la bataille décisive avant que les larges masses ne soient prêtes à la soutenir ou tout au moins n'observent une neutralité bienveillante... serait non seulement une folie, mais un crime. Or, pour que la masse des travailleurs et de ceux qu'opprime le capital adopte une telle attitude, la propagande et l'agitation à elles seules ne suffisent pas ; il faut l'expérience politique des masses elles-mêmes. Telle est la loi fondamentale pour les grandes révolutions, loi confirmée maintenant d'une façon frappante par la Russie comme par l'Allemagne. Aussi bien que les masses russes incultes, souvent illettrées, les masses allemandes, incomparablement plus cultivées, ont dû constater à leurs dépens l'impuissance, la veulerie, la platitude, l'infamie du gouvernement des hommes de la 2^e Internationale, l'inévitabilité soit de la dictature de la réaction extrême (Kornilof en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), soit de la dictature du prolétariat, pour évoluer résolument vers le communisme. (*Maladie Infantile.*)

Deuxièmement, à trouver dans la chaîne des processus l'anneau auquel on pourra se raccrocher au moment donné et dont la possession permettra de tenir toute la chaîne et de préparer les conditions de la victoire stratégique.

Il s'agit de choisir parmi les tâches qui se posent au Parti celle qui est la plus urgente, la plus importante et dont l'accomplissement permettra l'exécution des autres.

Nous démontrerons cette proposition par deux exemples empruntés, l'un au passé lointain, l'autre au passé récent.

Lorsque le Parti était encore en voie de formation, que les innombrables organisations n'étaient pas reliées entre elles, que le primitivisme, l'esprit de cercle et la confusion idéologique y régnaient en maîtres, l'anneau essentiel de la chaîne, la tâche fondamentale entre toutes était la création d'un journal illégal pour toute la Russie. En effet, dans les conditions d'alors, ce n'était qu'au moyen d'un tel journal que l'on pouvait créer un noyau solide, capable de fondre en un tout unique les innombrables cercles et organisations, de préparer les conditions de l'unité idéologique et tactique et de poser ainsi les bases d'un parti véritable.

Après la guerre, au début de la restauration de l'économie, alors que l'industrie était en proie à la désorganisation, que l'agriculture souffrait du manque de produits industriels, que la soudure de l'industrie étatique avec l'économie paysanne était la condition essentielle de la réalisation du socialisme, l'anneau essentiel, la tâche fondamentale était le développement du commerce. Pourquoi ? Parce que, sous la *Nep*, la soudure de l'industrie et de l'économie paysanne est impossible autrement que par le commerce ; parce que la production sans l'écoulement des marchandises est la mort de l'industrie ; parce qu'on ne peut élargir cette dernière qu'en développant la vente ; parce que ce n'est qu'après s'être consolidé dans le domaine commercial que l'on peut lier l'industrie à l'agriculture, résoudre les autres problèmes à l'ordre du jour et créer par là même les conditions pour la pose des fondements de l'économie socialiste.

Il ne suffit pas d'être révolutionnaire et partisan du socialisme ou du communisme ; il faut savoir trouver à chaque moment donné l'anneau de la chaîne auquel on puisse s'accrocher, qui permettra de tenir fortement toute la chaîne et de s'accrocher à l'anneau suivant... Au moment actuel, cet anneau, c'est le développement du commerce intérieur et sa régularisation par l'Etat. Le commerce, voilà l'anneau auquel, dans la chaîne historique des événements, dans les formes transitoires de notre construction socialiste, il nous faut nous accrocher de toutes nos forces. (Lénine : *De l'importance de l'or.*)

Réformisme et Révolutionnisme

En quoi la tactique révolutionnaire se distingue-t-elle de la tactique réformiste ?

D'aucuns pensent que le léninisme est contre les réformes, contre les compromis et les accords. C'est faux. Les bolcheviks savent que, dans un certain sens, « tout est bon à prendre », que, dans certaines circonstances, les réformes en général, les compromis et les accords en particulier sont nécessaires et utiles.

Mener la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la guerre la plus acharnée qui puisse exister entre des Etats quelconques et renoncer à l'avance à louvoyer, à exploiter (ne serait-ce que temporairement) les antagonismes d'intérêt entre ses ennemis, à passer des accords et des compromis (quoique temporaires, conventionnels, instables) avec des alliés possibles, n'est-ce pas ridicule au plus haut point ? N'est-ce pas là la même chose que si, dans l'ascension d'une montagne abrupte, méplorée, on se refusait à l'avance à faire des zigzags, à revenir parfois en arrière, à s'écarter de la direction fixée pour en essayer une autre ? (*Maladie Infantile.*)

Ce qui importe évidemment, ce ne sont pas les réformes, les compromis ou les accords, mais l'usage que l'on en fait.

Pour le réformiste, la réforme est tout ; quant au travail révolutionnaire, il n'est là que pour la forme. C'est pourquoi, avec la tactique réformiste sous le pouvoir bourgeois, toute réforme tend inévitablement à désagréger ce pouvoir, à consolider la révolution, à devenir un point d'appui pour le développement du mouvement révolutionnaire.

Le révolutionnaire acceptera une réforme pour allier l'action légale à l'action illégale, dissimuler le renforcement du travail clandestin, faire l'éducation des masses et préparer le renversement de la bourgeoisie.

Le réformiste, au contraire, acceptera des réformes pour se reposer sur ses lauriers, renoncer à tout travail illégal et entraver la préparation des masses à la révolution.

Ainsi en est-il des réformes et des accords sous l'impérialisme.

Sous la dictature du prolétariat, la situation change quelque peu. Dans certains cas, le pouvoir prolétarien peut se trouver forcé de renoncer temporairement à la refonte immédiate totale de l'état

de choses pour procéder à sa transformation progressive, pour s'engager, comme le dit Lénine, dans la voie réformiste, dans la voie des zigzags, des concessions aux classes non-prolétariennes afin de désagréger ces dernières, de donner à la révolution le temps de respirer, de rassembler ses forces et de préparer une nouvelle offensive. Cette voie, on ne saurait le nier, est dans un certain sens réformiste. Mais il faut se souvenir qu'en l'occurrence la réforme émane du pouvoir prolétarien, qu'elle lui donne la trêve nécessaire, qu'elle est destinée à désagréger non pas la révolution, mais les classes non-prolétariennes. Par suite, elle est utile et nécessaire.

Si le pouvoir prolétarien peut se permettre cette politique, c'est uniquement parce que, dans la période précédente, l'avance de la révolution a été considérable et lui a donné assez d'espace pour reculer temporairement quand la nécessité s'en fait sentir.

Ainsi donc, si auparavant, sous le pouvoir bourgeois, les réformes étaient un produit accessoire de la révolution, maintenant, sous la dictature du prolétariat, elles ont leur source dans les conquêtes révolutionnaires du prolétariat, dans les réserves accumulées par ce dernier.

Ce n'est que par le marxisme, dit Lénine, que le rapport des réformes à la révolution est déterminé exactement et rationnellement. Mais Marx ne pouvait voir ce rapport que sous l'angle de son époque où le prolétariat n'avait encore remporté de victoire tant soit peu solide et durable dans aucun pays. Dans cette situation, il n'existait pas de base pour un rapport juste, car la réforme est le produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat... Après la victoire du prolétariat, ne serait-ce que dans un seul pays, quelque chose de nouveau apparaît dans le rapport des réformes à la révolution. En principe, rien n'est changé ; mais dans la forme il survient une modification que Marx ne pouvait prévoir, mais que l'on ne peut concevoir que sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme... Après la victoire, les réformes (tout en restant sur l'échelle internationale un produit accessoire) sont, pour le pays où le prolétariat a vaincu, une trêve nécessaire et légitime lorsque les forces ne sont pas suffisantes pour franchir telle ou telle étape. La victoire donne une telle « réserve de forces » qu'elle permet, même au cours d'une retraite forcée, de tenir bon matériellement et moralement.

(A suivre.)

STALINE.

UNE REMINISCENCE

L'Expulsion de Léon Trotsky

de France en Octobre 1916

A l'occasion du X^e anniversaire de la déclaration de la guerre de 1914-1918, nous reproduisons en partie la lettre adressée par Léon Trotsky à Jules Guesde lors de son expulsion de France.

La III^e « Lettre aux abonnés de la Vie Ouvrière » (éditée en décembre 1916), raconte de la façon suivante, les circonstances de cette expulsion :

Le 15 septembre 1916, le gouvernement français supprimait *Naché Slovo*, quotidien socialiste russe, publié à Paris. Le 16 septembre, il signi-

fiait à un des rédacteurs de ce journal, Trotsky, un arrêté d'expulsion.

On voulait se débarrasser d'un internationaliste. Le chef de cabinet de M. Malvy a laissé échapper la vérité : on expulse Trotsky parce qu'il est zimmerwaldien.

Et comment l'a-t-on expulsé ? D'ordinaire, le Gouvernement laisse à l'expulsé le choix du pays plus hospitalier où il entend se fixer, choix qui, à ce moment, était bien limité. Pour Trotsky, le Gouvernement avait décidé de le conduire à la frontière espagnole et, grâce à une machination nouvelle, il a atteint son but.

En d'autres temps, la suppression d'un journal socialiste, l'expulsion d'un socialiste russe auraient provoqué de l'indignation dans les milieux socialistes français. *Sembat* et *Guesde* seraient intervenus. Aujourd'hui, ils sont ministres, ils approuvent ces actes, en supposant qu'ils ne les aient pas inspirés. La majorité s'organise.

On bâillonne en France, on emprisonne en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en Suède. En Russie, on déporte. Les gouvernements des pays belligérants, ceux de l'Entente comme ceux des Empires Centraux, ont un même ennemi : le *zimmerwaldien* ; un même ami : le *socialisme domestiqué*...

L'affaire Trotsky ne devait pas s'arrêter là. La police russe, déjà très à son aise dans la France alliée en temps de paix, est à l'heure actuelle toute puissante. Nous allons la voir directement à l'œuvre.

Sur démarches de diverses associations russes et de socialistes français, un délai d'un mois avait été accordé à Trotsky, et le gouvernement renonçait à l'extraordinaire prétention de l'expédier en Espagne. Notre ami déclara alors qu'il se rendrait en Suisse, et, sur une question posée par lui, on lui donna l'assurance que le nécessaire serait fait pour qu'il pût entrer en Suisse sans difficulté.

C'est tout le contraire qui se passa. Quand Trotsky se présenta à la légation suisse à Paris pour régler son départ et celui de sa famille, on lui refusa le visa nécessaire et on sourit quand il déclara qu'à la Sûreté un directeur lui avait affirmé que l'affaire était arrangée. Il télégraphia aussitôt à ses amis socialistes suisses et, deux jours après, un télégramme de Grimm arrivait, disant : « Autorisation accordée ». Nouvelle visite à la légation suisse. On demande quelques jours, le temps de recevoir l'avis officiel, et quand cet avis arrivait, il était ainsi conçu : « Le Département de Police refuse l'entrée de Trotsky en Suisse ». Après cela, il n'y avait plus guère d'illusions à se faire. De nouvelles dépêches expédiées en Suisse pour signaler la contradiction et permettre à Grimm d'agir en conséquence, ne furent pas transmises, bien qu'on en ait empoché le prix. La police franco-russe est à l'œuvre et elle va la poursuivre.

Le lundi 30 octobre, Trotsky est avisé qu'il devra partir sans délai. Depuis que l'arrêté d'expulsion lui avait été signifié, il était soumis à une surveillance policière absolument dégoûtante. Dans la soirée, les deux policiers qui avaient été attachés à sa personne se présentèrent chez lui, l'emmenèrent et le conduisirent à la frontière espagnole.

Guesde et *Sembat* doivent être satisfaits, maintenant. Les voilà débarrassés d'un gêneur.

Mais ceci ne leur suffit pas. Leur police suit Trotsky, alors qu'il est apparemment hors de son atteinte. Le lendemain de son arrivée à Madrid, il est arrêté et conduit en prison. On ne lui donne pas de raison, il insiste. « Vos opinions sont beaucoup trop avancées pour l'Espagne » finit-on par lui répondre. Ses opinions sont donc déjà connues, bien qu'il n'ait eu, naturellement, aucune occasion de les manifester encore. La police franco-russe de Paris s'est chargée de l'annoncer. Plus tard, il apprendra qu'elle l'a signalé comme un nihiliste, un terroriste extrêmement dangereux.

Trotsky fut conduit à Cadix, d'où le premier bateau l'emmena en Amérique.

Cet acharnement inouï et certainement sans précédent de la police franco-russe contre un réfugié politique, contre un socialiste dont le seul crime est d'être *zimmerwaldien* et de le dire, avait de quoi contenter nos socialistes majoritaires. Cela ne leur a pas suffi, cependant. Ils ont encore essayé de salir Trotsky et ses amis du *Naché Slovo*. Ces gens, qui ayant déjà entre leurs mains la direction du Parti, les délégués permanents, le quotidien, une revue mensuelle, des brochures, et que protègent la police et la censure, prétendent avoir besoin de s'organiser. Ils ont créé, il y a quelque temps, un hebdomadaire, qu'ils ont osé appeler *l'Action Socialiste*. C'est dans ce journal, menteur à son titre, qu'on osa calomnier Trotsky.

*
**

Avant de quitter la France, Trotsky voulut écrire à *Guesde*. Il le fit en ces termes, le 11 octobre 1916, à la veille de son faux départ pour la Suisse :

A M. le Ministre Jules Guesde,
ministre d'Etat.

« Monsieur le ministre,

« Avant de quitter le sol français, assisté du commissaire de police, personnifiant les libertés à la garde desquelles vous veillez au sein du Ministère National, je crois de mon devoir de vous exprimer quelques pensées qui ne vous serviront probablement à rien, à vous, mais pourront du moins servir *contre* vous.

« En m'expulsant de France, votre collègue M. Malvy n'a pas eu le courage de me dire les motifs de cette mesure. De même, un autre de vos collègues, le ministre de la Guerre, n'a pas trouvé bon d'indiquer les causes de l'interdiction du journal russe *Notre Parole*, dont j'étais un des rédacteurs et qui, pendant deux ans, a supporté toutes les tortures de la censure, fonctionnant sous le couvert de ce même ministre de la Guerre...

« Au début de la guerre, lorsque les promesses généreuses étaient distribuées à pleines mains, votre plus proche compagnon, *Sembat*, avait fait entrevoir aux journalistes russes l'influence la plus bienfaisante des démocraties alliées sur le régime intérieur de la Russie. C'était d'ailleurs l'argument suprême par lequel les socialistes gouvernementaux de France et de Belgique essayaient, avec persévérance, mais sans succès, de réconcilier les révolutionnaires russes avec le tsar.

« Vingt-six mois d'une collaboration militaire constante, de la communion des généralissimes, des diplomates, des parlementaires, des visites de Viviani et de Thomas à Tsarskoï-Sélo, en un mot, vingt-six mois d'« influence » ininterrompue des démocraties occidentales sur le tsarisme, ont fortifié dans notre pays la réaction la plus arrogante, adoucie seulement par le chaos administratif, et ont en même temps extrêmement rapproché le régime intérieur de l'Angleterre et de la France de celui de la Russie. Les promesses généreuses de M. *Sembat* valent, comme on voit, moins cher que son charbon. Le sort malheureux du droit d'asile n'apparaît ainsi que comme un symptôme éclatant de la domination soldatesque et policière aussi bien en-deçà qu'au delà de la Manche.

« Le pendeur de Dublin, Lloyd George, impéria-

liste acharné aux manières de clergyman ivre, et M. Aristide Briand, dont je vous laisse, Jules Guesde, le soin de chercher la caractéristique dans vos articles d'antan — ces deux figures expriment le mieux l'esprit de la guerre actuelle, son droit, sa morale avec ses appétits aussi bien de classe que personnels. Et quel digne partenaire pour MM. Lloyd George et Briand que M. Stürmer, cet Allemand vrai Russe, qui a fait sa carrière en s'accrochant aux soutanes des métropolitains et aux jupes des bigotes de la cour. Quel trio incomparable ! Décidément, l'histoire ne pouvait pas trouver pour Guesde-ministre de meilleurs collègues et chefs.

« Est-il possible pour un socialiste honnête de ne pas lutter contre vous ! Vous avez transformé le parti socialiste en un chœur accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste, à l'époque où la société bourgeoise — dont vous, Jules Guesde, vous étiez jadis un ennemi mortel — a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature. Des événements, préparés par toute une période de pillage mondial, dont nous avons maintes fois prédit les conséquences, de tout le sang versé, de toutes les souffrances, de tous les malheurs, de tous les crimes, de toute la rapacité et la félonie des gouvernants, vous, Jules Guesde, vous ne tirez pour le prolétariat français que ce seul et unique enseignement : à savoir que Guillaume II et François-Joseph sont deux criminels qui, contrairement à Nicolas II et à M. Poincaré, ne respectent pas les règles du droit international.

« Toute une nouvelle génération de la jeunesse ouvrière française, de nouveaux millions de travailleurs éveillés moralement pour la première fois par les foudres de la guerre, n'apprennent sur les causes de cette catastrophe du vieux monde que ce que veut bien leur en dire le livre jaune de MM. Delcassé, Poincaré et Briand. Devant ce nouvel Evangile des Peuples, vous, vieux chef du prolétariat, vous êtes tombé à genoux et vous avez renié tout ce que vous avez appris et enseigné à l'école de la lutte de classes.

« Le socialisme français, avec son passé inépuisable, sa magnifique phalange de penseurs, de lutteurs et de martyrs trouve enfin — quelle chute et quelle honte ! — un Renaudel pour traduire au jour le jour, à l'époque la plus tragique de l'histoire, les hautes pensées du livre jaune en une langue de la presse de même couleur.

« Le socialisme de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde — oui, de Jules Guesde aussi ! — trouva enfin son Albert Thomas pour délibérer avec Romanoff sur les plus sûrs moyens de s'emparer de Constantinople ; son Marcel Sembat pour promener son je m'enfichisme de dilettante au-dessus des cadavres et des ruines de la civilisation française, et son Jules Guesde pour suivre le char du triomphateur Briand.

« Et vous avez cru, vous avez espéré que le prolétariat français qui dans cette guerre sans idée et sans issue, est saigné à blanc par le crime des classes dirigeantes, supportera silencieusement jusqu'au bout ce pacte honteux passé entre le socialisme officiel et ses pires ennemis. Vous vous êtes trompé. Une opposition surgit. En dépit de l'état de siège et des fureurs du nationalisme qui sous des formes diverses, royaliste, radical ou socialiste, conserve sa substance capitaliste, toujours la même, l'opposition révolutionnaire avance pas à pas et gagne chaque jour du terrain.

« *Notre Parole*, journal que vous avez étranglé,

vivait et respirait dans l'atmosphère du socialisme français qui se réveillait. Arraché du sol russe par la volonté de la contre-révolution, triomphante grâce au concours de la Bourse française, que vous, Jules Guesde, servez actuellement — le groupe de *Notre Parole* était heureux de refléter même aussi incomplètement que nous le permettait votre censure, la voix de la section française de la nouvelle internationale, surgissant au milieu des horreurs de la guerre fratricide.

« En notre qualité d'« étrangers indésirables » qui avons lié notre destin à celui de l'opposition française, nous sommes fiers d'avoir essuyé les premiers coups du gouvernement français, de votre gouvernement, Jules Guesde.

« Avec l'opposition française, avec Monatte, Merrheim, Saumoneau, Rosmer, Bourderon, Lorient, Guilbeaux et tant d'autres, nous avons partagé l'honneur d'être accusés de germanophilie. L'hebdomadaire de votre ami Plekhanoff, votre co-partageant aussi bien dans votre gloire que dans votre chute, qui paraît à Paris, nous dénonçait chaque semaine à la police de M. Malvy comme agents de l'état-major allemand. Autrefois, vous avez connu le prix de pareilles accusations, car vous avez eu vous-même le grand honneur de leur servir de cible. Maintenant, vous accorder votre approbation à M. Malvy, résumant pour le gouvernement de la défense nationale les rapports de ses mouchards. Or, mon casier politique contient une condamnation à l'emprisonnement toute récente, prononcée contre moi par contumace, pendant la guerre, par un tribunal allemand pour ma brochure sur *La Guerre et l'Internationalisme*.

« Mais, même en dehors de ce fait brutal, de nature à s'imposer au cerveau de M. Malvy, je crois avoir le droit d'affirmer que nous autres, internationalistes révolutionnaires, sommes des ennemis beaucoup plus dangereux pour la réaction allemande que tous les gouvernements de l'Entente.

« En effet, leur hostilité contre l'Allemagne n'est qu'une simple rivalité de concurrents, tandis que notre haine révolutionnaire contre sa classe dirigeante est irréductible.

« La concurrence impérialiste peut aussi rapprocher les frères ennemis ; si les projets d'écrasement complet de l'Allemagne se réalisaient, l'Angleterre et la France chercheraient, dans une dizaine d'années, à se rapprocher de l'empire des Hohenzollern pour se défendre contre la puissance excessive de la Russie. Un futur Poincaré échangerait des télégrammes de félicitations avec Guillaume ou son héritier ; Lloyd George manderait, en son langage de clergyman et de boxeur, la Russie, ce rempart de barbarie et de militarisme ; Albert Thomas, en sa qualité d'ambassadeur de la France près du kaiser, recevrait du muguet de la main des dames de la cour de Potsdam, comme cela lui est arrivé il y a quelque temps avec des grandes duchesses, à Tsarskoë-Selo. On sortirait de nouveau les banalités de tous les discours et de tous les articles d'aujourd'hui, et M. Renaudel n'aurait qu'à changer, dans ses articles, les noms propres, ce qui est tout à fait à sa portée.

« Quant à nous, nous resterons les mêmes ennemis jurés de l'Allemagne dirigeante que nous sommes maintenant, car nous haïssons la réaction allemande de la même haine révolutionnaire que nous avons vouée au tsarisme ou à la ploutocratie française, et si vous osez, vous et vos commis aux journaux, applaudir Liebknecht, Luxembourg, Mehring, Zetkin comme ennemis intrépides des Hohenzollern, vous ne pouvez pas

ignorer qu'ils sont nos coreligionnaires, nos frères d'armes ; nous sommes alliés à eux contre vous et vos maîtres par l'unité indissoluble de la lutte révolutionnaire.

« Vous vous consolez peut-être en pensant que nous sommes peu nombreux ? Cependant, nous sommes bien plus nombreux que ne le croient les policiers de tous rangs. Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur myopie professionnelle, de cet esprit de révolte qui se lève de tous les foyers de souffrance, se répand à travers la France et toute l'Europe, dans les faubourgs ouvriers et les campagnes, les ateliers et les tranchées.

« Vous avez enfermé Louise Saumoneau dans une de vos prisons, mais avez-vous diminué pour cela le désespoir des femmes de ce pays ? Vous pouvez arrêter des centaines de zimmerwaldiens, après avoir chargé votre presse de les couvrir une fois de plus de calomnies policières, mais pouvez-vous rendre aux femmes leurs maris, aux mères leurs fils, aux enfants leurs pères, aux in-

firmes leur force et leur santé, au peuple trompé et saigné à blanc la confiance en ceux qui l'ont trompé ?

« Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire, sortez de la cage où l'Etat capitaliste vous a enfermé et regardez un peu autour de vous. Peut-être le destin aura-t-il une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourrez-vous percevoir le bruit sourd des événements qui s'approchent ! Nous les attendons, nous les appelons, nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calvaire de ses masses ouvrières ne conduisait pas à une grande revanche, *notre revanche*, où il n'y aura pas place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

« Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde dans notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grandes destinées. Sans vous et contre vous, vive la France socialiste !

Léon TROTSKY.

La Concentration dans l'Industrie Métallurgique Française

Schneider et de Wendel

Dans le conseil d'administration de la *Banque de l'Union Parisienne* et dans de nombreux établissements métallurgiques, Eugène Schneider ou ses représentants rencontrent quelque membre de la famille de Wendel, et dans ladite banque Humbert de Wendel.

Les de Wendel sont de puissants maîtres de forges du pays lorrain. A la suite de grèves qui se produisirent l'année dernière dans leur fief, grèves qui furent impitoyablement et sauvagement réprimées par les autorités policières et judiciaires de cette région, les de Wendel se virent donner dans la presse ouvrière le titre de ducs de Lorraine.

Cela pour l'influence despotique qu'ils ne cessent d'exercer sur toute l'étendue du bassin métallurgique lorrain — aussi bien sous l'actuelle domination française que sous l'ancienne domination allemande.

Humbert de Wendel siège actuellement à la Chambre des députés de la République française avec son frère François, comme il siégeait avant la guerre au Reichstag de l'Empire allemand comme représentant lorrain.

Voici quelques-unes des entreprises financières et industrielles dont la famille de Wendel possède le contrôle partiel ou total :

La *Société en commandite de Wendel et Cie*, capital 24 millions, où siège également Eugène Schneider, comprenant : 8 hauts-fourneaux, une scierie Thomas, plusieurs trains de laminoirs, des fonderies. Nombre d'ouvriers, 2.000.

Les *Petits-Fils de F. de Wendel et Cie*, capital 60 millions, mines de houille et de fer, fours à coke, 18 hauts fourneaux, 2 aciéries Thomas, une aciérie Martin, laminoirs, usines de produits réfractaires. Production : poutrelles et fers marchands, tôles, matériel fixe de chemin de fer et

tramways, rails et traverses, engrais. Nombre d'ouvriers, 33.000.

Le *Comité des Forges de France* dont François de Wendel est président et qui réunit la presque totalité des producteurs métallurgiques français.

La *Compagnie des Chemins de fer de l'Est*, capital 292 millions, qui est une des cinq grandes compagnies qui se partagent le réseau des chemins de fer français.

Les *Houillères de Petite Rousselle*, capital 3 millions de francs, qui extraient annuellement en moyenne 1.500.000 tonnes de houille. Nombre d'ouvriers, 11.300.

La *Compagnie du Boléo*, mines de cuivre, capital 24 millions.

La *Banque de France*, capital 182.500.000 francs, qui joue en France le rôle de banque d'émission.

La *Banque de l'Union Parisienne*, capital 150 millions, dont nous reparlerons.

La *Compagnie des Forges de Basse-Indre*, capital 27.365.500 francs, mines de fer, carrières, fours Martin, fonderies, etc.

La *Compagnie Minière et Métallurgique de Penarroya*, capital 73.125.000 francs, qui exploite en France, en Belgique et en Espagne, de riches gisements de zinc et de plomb argentifère. Cette compagnie constitue, au point industriel, un système de trust de concentration verticale analogue aux grands konzern allemands.

Le développement de cette affaire s'est présenté de la façon suivante : c'était à l'origine une simple exploitation de plomb et de zinc argentifères en Espagne. En absorbant la *Société d'Escombrera Bleyberg*, elle acquit des usines de traitement de minerai de zinc en Belgique, en même temps que des mines de zinc en Espagne.

Pour le traitement de ses minerais, elle dut absorber encore la *Société des Charbonnages de Puertollano*, ce qui la plaça au premier rang des

entreprises houillères espagnoles. En 1918, les mines de houille espagnoles de la *Penarroya* produisirent 810.000 tonnes.

De plus, des gisements de schistes bitumeux ayant été découverts dans ses concessions houillères, des exploitations de distillation de schistes ont été installées, qui donnent de beaux résultats.

La production des mines métalliques de la société est en moyenne de 60.000 tonnes par an. Le minerai que j'ai pu voir dans certaines de ses exploitations espagnoles, semble très riche par suite de sa très grande pureté.

Les fonderies et usines de zinc sont situées sur différents points de France, en Belgique, en Espagne et en Tunisie.

La *Penarroya* a créé deux filiales qui s'occupent exclusive de la partie commerciale de l'affaire : la *Société Mines et Minerais* et la *Figuera*.

Disposant de minerais de soufre et ayant des intérêts dans les mines de pyrites, la *Penarroya* produit également de l'acide sulfurique et des superphosphates servant d'engrais, du sulfate de cuivre dont il est fait un très grand usage dans les pays vignobles comme l'Espagne, la France, le Portugal, l'Algérie.

L'électrification des entreprises, se trouvant sous son contrôle, a été réalisée par la société, et elle possède plusieurs centrales électriques importantes. Elle a aménagé des chutes d'eau dans les Pyrénées, qui surpassent largement les besoins de ses exploitations et dont elle réalise la vente dans les régions voisines.

Elle envisage la création d'une compagnie espagnole de chemins de fer indépendante, à traction électrique, l'Espagne étant un pays dont le réseau de chemins de fer est encore à l'état embryonnaire. En dehors de cela, la *Penarroya* possède le contrôle de plusieurs lignes de chemin de fer qui ont été établies pour le transport de ses produits. L'ensemble de ces lignes forme une longueur de 247 kilomètres.

Le dernier bilan de la société de *Penarroya* présente un actif de 319 millions de francs, ce qui prouve l'importance de cette affaire. Lorsqu'elle aura réalisé sa fusion avec la *Société de la Vieille-Montagne*, autre entreprise analogue et de même importance, elle possédera un monopole de fait pour le plomb et le zinc dans toute l'Europe occidentale.

Voici d'autres entreprises financières ou industrielles dont la famille de Wendel possède le contrôle partiel ou total :

La *Société des Forges de Basse-Indre*, capital 27.365.250 francs ; elle est spécialisée dans la fabrication de tôles fines, fers blancs et boîtes de conserve.

Cette société possède des ateliers de constructions mécaniques qui fabriquent l'outillage dont ses entreprises peuvent avoir besoin. Ses usines de boîtes de conserve se trouvent à Lyon, Marseille et Douarnenez (Bretagne).

La *Société des Forges de Basse-Indre* a absorbé en 1921 la *Compagnie Minière Armoricaïne* et la *Compagnie des Mines de Fer de Bretagne* et a obtenu une autre concession de mines de fer dans ces régions. Elle contrôle donc ses sources de matières premières.

De plus, la *Société des Forges de Basse-Indre* a acquis le contrôle des entreprises suivantes : *Chargeurs de l'Ouest* (transports maritimes) et *Charbonnages de Monzeil* qui lui fournissent le combustible dont elle a besoin ; *Société Nantaise de Minerais* ; *Société des Etains de Wolfram du Tonkin* (Indo-Chine), qui contribue à son approvisionnement en matières premières ; *Société Franco-Belge des Mines Métalliques, Charbonnages de Candal y del Aller* (Espagne).

Le contrôle de la *Société des Forges de Basse-Indre* appartient presque exclusivement aux de Wendel.

Les influences des de Wendel s'étendent en suite sur :

La *Compagnie du Boléo*, capital 24 millions, possède 11 exploitations minières pour le cuivre d'une étendue de 20.000 hectares et également 598.606 hectares de pâturages ; tous ces terrains sont situés sur la côte orientale de la Basse-Californie (Mexique). La production annuelle de cuivre pur est de cinq à six mille tonnes.

La *Compagnie du Boléo* possède en outre le contrôle de deux autres sociétés cuprifères mexicaines. Par la *Société des Mines de Triunfo* (Mexique), la *Boléo* traite des minerais arsenicaux d'or et d'argent ; capital : 25 millions de francs.

La *Société Nouvelle des Etablissements Decauville Aîné*, capital : 15 millions ; elle construit le matériel fixe et roulant pour les chemins de fer à voie étroite qui portent son nom et fabrique aussi le matériel roulant de tramways, chemins de fer et chemins de fer électriques souterrains, le matériel de guerre, tanks, etc...

La *Société les Petits-Fils de F. de Wendel et Cie* possède une importante participation dans cette affaire, dont le bilan de 1922 accusait un actif de plus de 49 millions.

La *Compagnie des Mines de Houille de la Clarence*, capital 10.500.000 francs. Cette compagnie créée en 1895, se trouva en butte à de grandes difficultés financières ; elle fut renflouée grâce à un apport de huit millions de francs fait par les de Wendel.

La *Compagnie houillère de Crespin-Nord*, capital 8.750.000 francs ; cette affaire se trouva également devant des difficultés financières qui furent écartées grâce à un apport des de Wendel s'élevant à 8.750.000 francs. Actuellement l'actif de cette société s'élève à 70 millions de francs.

La prise de contrôle de ces sociétés houillères a permis aux de Wendel de compléter leurs ressources en combustibles (houille, coke).

La *Compagnie Métallurgique de Senelle-Maubeuge*, capital 32 millions ; vers 1900, elle produisait annuellement environ 50.000 tonnes d'acier ; en 1913, elle atteignait 300.000 tonnes.

Cette compagnie possède des hauts fourneaux en Lorraine, des aciéries dans les Ardennes, des ateliers de fonderie et de chaudronnerie à Maubeuge (Nord), des mines de fer dans le bassin de Briey (Lorraine). Elle contrôle la *Société Lorraine de Carbonisation* qui lui fournit le coke métallurgique nécessaire à la production de l'acier, et le *Charbonnage de Fresnicourt*, capital : 18 millions, dans le Pas-de-Calais.

En 1920, elle a acquis le contrôle de la *Société des Mines de Douchy*, capital : 3.644.000 francs, qui, avant la guerre, produisaient annuellement 380.000 tonnes de houille et qui possède d'importantes batteries de fours à coke métallurgique.

Maurice de Wendel représente sa famille dans le *Comité des Houillères de France* qui réunit les magnats des houillères.

La *Société Métallurgique de Terres Rouges*, capital 100 millions de francs, dont Schneider préside le conseil d'administration, possède des exploitations métallurgiques dans le Grand-Duché de Luxembourg et en Allemagne sur la rive gauche du Rhin.

En Luxembourg, elle possède deux usines comprenant onze hauts fourneaux de 250 tonnes chacun, 1 aciérie Martin, 12 trains de laminoirs, 178

hectares de terrains miniers, 674 hectares d'exploitations agricoles.

En Allemagne, à Aix-la-Chapelle, aciéries, laminaires ; à Eischweiler, tréfileries, mines de lignite, près de Cologne, carrières et fours à chaux à Bussbach, exploitations agricoles à Hommelsheim.

Cette société contrôle : la *Société Minière de Terres Rouges*, capital : 20 millions, qui comprend 4 hauts fourneaux, une centrale électrique, mines de fer, dont l'actif est de 100 millions de francs, et qui contrôle la *Société Métallurgique d'Aubrives Villerupt*.

La *Société Métallurgique de Terres Rouges* contrôle : la *Société Talleres Metalurgicos* à Buenos-Ayres (République Argentine), la *Compagnie Siderurgica Beigo Minera* (Brésil).

Les *Acieries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange* (Luxembourg et Sarre), à capital variable et dont la valeur s'élève à environ 700 millions de francs. Ses exploitations comprennent : 23 hauts fourneaux, 400 fours à coke, laminaires, mines de fer ; Schneider siège aussi dans son conseil d'administration.

Les Sociétés où les *Acieries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange* (A.R.B.E.D.) possèdent des intérêts dans : la *Société Métallurgique de Terres-Rouges*, citée plus haut ; les *Charbonnages de Helchteren et Zolder* (Belgique) ; la *Société d'Errouville* ; les *Mines de Bellevue* ; la *Société d'Electricité et de Mécanisme* ; la *Clouterie et Tréfilerie des Flandres* ; les *Etablissements Paul Wurth* ; l'*Eschweiler Bergwerks-Verein*.

On peut se rendre compte après l'énumération que nous venons de faire, que la puissance des Wendel n'est pas un vain mot. Depuis le retour de la Lorraine dans l'unité économique française, ils ont pris une place de premier plan dans le sein du Comité de direction du *Comité des Forges de France*.

De graves dissensions se seraient produites au cours des réunions du comité de direction depuis leur venue, et la démission d'Eugène Schneider du poste de président du Comité des Forges et son remplacement par un de Wendel en auraient été la conséquence.

Dans des discussions qui avaient trait à la position et à la tactique politique à suivre par le Comité des Forges, dont la puissance est grande dans l'Etat démocratique français, Eugène Schneider se serait révélé partisan de rester dans le cadre constitutionnel, tandis que les de Wendel et la majorité du comité de direction penchaient pour des méthodes dictatoriales semblables à celles instaurées par Mussolini en Italie.

Cette crise à l'intérieur du Comité des Forges a eu ses répercussions dans les hautes sphères gouvernementales où le président de la République d'alors, l'ex-socialiste Millerand, était acquis à l'idée de dictature fasciste. Poincaré, au contraire, semblait ne pas vouloir sortir du cadre constitutionnel.

Le résultat des dernières élections législatives a été un échec pour la politique ultra-nationaliste de Millerand et celle de Poincaré. Le bruit d'un coup d'Etat dirigé par Millerand et certains généraux réactionnaires avec l'appui des gros métallurgistes avait couru avant les élections ; mais le résultat de ces dernières a dû imposer réflexion aux partisans du coup d'Etat.

En tout cas, ce n'est sans doute que partie remise et dès que l'occasion se présentera, en cas de crise économique ou financière, les plans dictatoriaux du *Comité des Forges* essaieront de se réaliser.

La troisième partie de ce travail traitera de l'influence de la *Banque de l'Union Parisienne* et de ses relations internationales.

DUPLEIX.

La Question italienne au 5^e Congrès mondial

La situation politique du pays

La situation politique interne de l'Italie a subi, au cours des six premiers mois de cette année, des transformations importantes ; elle évolue rapidement et ouvre au prolétariat des perspectives d'action en même temps qu'elle impose à notre Parti communiste des tâches nouvelles. Cette évolution est dominée par deux phénomènes étroitement liés : le *déclin de la dictature fasciste et le réveil de la classe ouvrière*.

Le fascisme a pu se développer et triompher grâce à la dépression qui s'était produite dans la classe ouvrière après les défaites de 1920. Il a réussi à terroriser les ouvriers par ses méthodes de violence, d'incendie et d'assassinat. Mais quand il fut maître du pouvoir, il commença à évoluer vers des méthodes plus légales.

Le succès du Labour Party en Angleterre, la perspective de victoire des Gauches en France firent comprendre à Mussolini le danger de l'isolement international du fascisme et à l'intérieur même de l'organisation fasciste, un courant hos-

tile au terrorisme et favorable au retour à une situation normale se développa.

En même temps que la pratique du pouvoir orientait le fascisme vers des méthodes nouvelles, se développait dans l'opinion publique un courant d'opposition au fascisme. La grande presse libérale, le *Corriere della Sera*, la *Stampa*, le *Mondo*, prirent de plus en plus nettement position contre le régime actuel. Ces journaux sont parmi les plus répandus et exercent une influence très sérieuse sur l'opinion.

La petite-bourgeoisie, qui avait été le soutien le plus actif du fascisme, fut fortement désillusionnée par sa pratique du pouvoir qu'il mit au service du gros capitalisme.

Le mécontentement grandit dans toutes les couches de la population, et surtout parmi la classe ouvrière, qui avait été plus directement la victime de la terreur blanche. Les élections du 6 avril, faites dans de telles conditions, pouvaient souligner la faiblesse du fascisme. Mussolini a fort habilement manœuvré pour éviter de présenter au pays une liste du parti fasciste, qui serait restée en minorité. Il a créé un bloc bourgeois réactionnaire avec les éléments de droite des partis

de la bourgeoisie et mené une campagne endiablée contre l'opposition, usant de tous les moyens de corruption et de contrainte.

Malgré ces mesures, destinées à assurer le triomphe du gouvernement national, le fascisme fut battu dans le Nord industriel du pays, où il a ses organisations les plus fortes. Il fut battu par l'héroïque manifestation des ouvriers qui, malgré toutes les menaces et les persécutions dont ils étaient l'objet, ont voté en masse pour les partis prolétariens. Le fascisme, battu, eut un moment recours à la terreur pour se venger. La Lombardie où sa défaite fut la plus douloureuse, fut terrorisée.

Mais cette répression, qui toucha un grand nombre d'organisations catholiques — le parti populaire, cléricale, fort dans les campagnes, avait pris position contre le fascisme — souleva les protestations très vives de l'opinion publique. Le Vatican lui-même, en votant un secours de un demi-million de lires pour les œuvres catholiques détruites par le fascisme, donna un sérieux avertissement à Mussolini.

D'autre part, au cours de cette période de répression, les fascistes ont pu constater que la classe ouvrière avait repris confiance en elle-même et n'était plus disposée à se laisser terroriser sans riposter. Dans les conflits entre fascistes et prolétaires, les fascistes commencèrent à subir des pertes. Rapidement, le parti fasciste continua son évolution vers une « normalisation » de la situation et l'abandon des méthodes anciennes. Mais une telle évolution signifie une plus grande liberté d'action de l'opposition et en particulier de la classe ouvrière.

La situation est aujourd'hui telle que, quelle que soit la méthode qu'adopte le fascisme, il développe l'opposition. La répression terroriste soulève contre lui l'opinion publique, la « normalisation » permet à l'opposition de développer sa critique et son organisation.

C'est la période de déclin et la liquidation du fascisme qui commence. Cette situation nouvelle est produite par le réveil du prolétariat. Une psychologie nouvelle domine dans la classe ouvrière italienne. Les ouvriers n'ont plus peur du fascisme. A ses actes de violence, ils commencent à riposter par la violence ouvrière. Plus d'un million d'ouvriers ont voté pour les trois partis prolétariens, affirmant ainsi leur volonté de lutte contre le régime. Les ouvriers ont conscience d'avoir infligé une première défaite au fascisme.

Ce réveil du prolétariat s'est manifesté depuis dans les usines, où les syndicats fascistes ont subi des défaites retentissantes, au profit des syndicats ouvriers, dans les élections des commissions internes.

Un fait caractéristique aussi, c'est que le prolétariat s'oriente à gauche. Chacun pensait, avant les élections, que les réformistes récolteraient la grande masse des suffrages ouvriers et que les deux autres partis prolétariens, le Parti communiste en particulier, qui avait été plus directement persécuté et réduit à une vie en grande partie illégale, ne récolteraient qu'un petit nombre de suffrages.

Le résultat fut tout différent. Le Parti communiste augmenta le nombre de ses députés et conserva ses positions, conquérant même de nouvelles sphères d'influence, grâce à l'alliance qu'il fit avec la fraction internationaliste du parti maximaliste. Les ouvriers qui votèrent pour le parti maximaliste crurent de bonne foi donner leurs voix à un parti révolutionnaire contre le

parti réformiste, de sorte que plus des 3/5 des voix ouvrières se portèrent sur les deux partis révolutionnaires.

La situation a donc très rapidement évolué depuis le début de cette année. La rapidité avec laquelle continuera cette évolution dépend en grande partie du travail et de la tactique de notre Parti communiste. Saura-t-il interpréter la volonté et les aspirations des masses, les regrouper autour d'un programme d'action contre le fascisme, les mener à la lutte ? Ou va-t-il s'absorber dans terminables discussions intérieures sur le passé, sur la scission de Livourne, sur les thèses du Congrès de Rome et sur la fusion avec l'aile gauche du parti maximaliste ?

La situation inférieure

du Parti Communiste

La question de la situation interne de notre parti est donc aujourd'hui d'une importance capitale pour le développement ouvrier et de sa lutte contre le fascisme. Elle retiendra en premier lieu l'attention de la commission italienne du 5^e Congrès. Le Parti italien fut constitué, après la scission de Livourne, essentiellement de deux anciennes fractions du Parti socialiste. La fraction d'extrême gauche, abstentionniste, groupée autour du « Soviet » de Naples, et dont le chef était Bordiga, et la fraction gauche de l'« Ordina Nuovo » de Turin.

Le nouveau Parti communiste fut rapidement placé sous l'influence prédominante de la fraction du « Soviet ». Bordiga, qui a une personnalité très forte, devint le chef du parti et son organisateur. Mais sa politique fut toujours « gauchiste », c'est-à-dire sectaire et rigide, ne s'attachant pas aux nuances, ne s'adaptant pas à la situation extrêmement mobile de la politique italienne. Dès le 3^e Congrès mondial, sur une série de questions tactiques, le Parti communiste italien s'opposa à la politique de l'Internationale. Il s'opposa au mot d'ordre du 3^e Congrès pour la conquête de la majorité du prolétariat, il s'opposa plus vivement encore à la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier.

En Italie, cette politique gauchiste provoqua certaines erreurs tactiques dans la lutte contre le fascisme, pour laquelle le Parti ne sut pas grouper.

Mais c'est surtout dans la question de la tactique du Komintern à l'égard du Parti socialiste italien que le conflit prit une tournure aiguë. Au 4^e Congrès mondial, le Parti communiste s'opposa avec intransigeance à la fusion décidée par l'Internationale. Son attitude, bien qu'elle eût déclaré se soumettre par discipline, contribua à éloigner le Parti socialiste et à mettre en échec la politique de l'Internationale. A l'Exécutif élargi de juin 1923, l'Internationale dut intervenir administrativement pour écarter la direction, qui avait saboté son travail, et doter le Parti d'une direction où figureraient deux camarades de la minorité, deux de la majorité et un élément centriste. Les membres de l'ancienne direction démissionnèrent du Comité Central et se retirèrent dans une opposition d'extrême gauche.

Pendant tout le développement de ce conflit, la masse du Parti resta dans l'ignorance la plus complète de ce qui se passait entre sa direction et l'Internationale. L'organisation du Parti, très centralisée, permit à l'ancienne direction d'empêcher une discussion large des thèses de l'Internationale et même de les cacher aux membres du Parti. La nouvelle direction, par crainte de provoquer une crise profonde dans le Parti, obligé à la vie illégale, tint même secret le changement

de direction et surtout ses motifs. Il y a à peine trois mois que la discussion s'est ouverte et que les membres du Parti peuvent enfin connaître les documents et les aspects de la crise.

Au cours de cette crise, un certain nombre de militants s'opposèrent à la direction et défendirent les thèses et la tactique de l'Internationale. Ils formèrent une minorité de droite, qui depuis juin dernier participe à la direction du Parti nommée par l'Internationale.

Mais, au sein de l'ancienne majorité, une division s'est produite. Tandis que Bordiga et les anciens membres de la direction accentuaient leur position de gauche et leur opposition à l'Internationale, un certain nombre de camarades, parmi lesquels les anciens chefs de groupe de l'« *Ordine Nuovo* », Gramsci, Scoccimaro, Togliatti, Terracini, ceux qui avaient accepté de collaborer avec la droite dans la nouvelle direction, se séparèrent de Bordiga et se rapprochèrent de la tactique de l'Internationale en créant un centre.

Ainsi, à l'ouverture de la discussion, trois tendances sont en lutte, dont une, celle de gauche, conduite par Bordiga, reste hostile à toute la tactique de l'Internationale et cherchera à créer, au 5^e Congrès, une fraction d'extrême gauche dans l'Internationale.

Les deux autres, centre et droite, ont de nombreux points de contact. Toutes deux ont fait la même évolution, l'une plus tôt, l'autre plus tard, et se placent aujourd'hui sur la plate-forme de l'Internationale. Toutes deux ont collaboré pendant un an à la direction du Parti sans que surgissent entre elles des désaccords sérieux ; toutes deux, enfin, sont unanimes, dans l'examen de la situation politique italienne et sur les tâches immédiates du Parti. Réunies, elles auraient pu former une majorité stable et capable de diriger le Parti, en accord avec l'Internationale, et de faire front contre l'extrême-gauche et contre les quelques éléments confusionnistes de l'extrême droite.

Mais ce bloc a été compromis, malgré les efforts des délégués de l'Internationale, au début de la discussion, par la position prise par le centre. Au lieu de mener au sein de l'ancienne majorité gauchiste une sérieuse offensive idéologique contre l'extrême-gauche, de faire comprendre au Parti la tactique de l'Internationale et les fautes passées du Parti, le centre a inauguré la discussion par une violente et injuste attaque contre la droite, par une excuse apologétique des fautes passées, ce qui est une déclaration de solidarité avec l'extrême-gauche, et par une invitation à l'extrême-gauche à collaborer avec lui en éliminant la droite.

La conférence des fonctionnaires du Parti qui a eu lieu le 18 mai a montré que cette manœuvre malheureuse du centre n'a pas été comprise du tout. Bordiga a recueilli 40 voix, la droite 10 et le centre seulement 8. Sans doute, cette conférence ne reflète pas l'opinion de la masse du Parti. Ces secrétaires fédéraux ont été nommés par Bordiga et choisis parmi ses plus fidèles adhérents, mais cette conférence indique nettement au Centre que la façon dont il a compris son rôle est erronée et que sa manœuvre n'a pas mordu sur les militants de l'ancienne majorité.

Un fait est certain. Le parti italien ne pourra remplir sa mission historique que s'il travaille en accord avec l'Internationale et applique la tactique de l'Internationale qui, plus que jamais, est aujourd'hui nécessaire en Italie. Si le conflit devait durer, si le parti italien perséverait dans ses erreurs de gauche et conservait son sectarisme dans la situation favorable présente, il serait vite isolé

des masses qui s'orientent vers lui et perdrait leur confiance.

C'est un devoir pour les partisans de la politique de l'Internationale de se regrouper pour le travail de demain sans maintenir des divisions maintenant périmées, sur les jugements du passé

Le Parti Socialiste Italien et l'Internationale

Le 4^e Congrès mondial avait décidé la fusion du Parti communiste et du parti socialiste qui, à son Congrès de Rome, avait enfin expulsé les réformistes. Mais avant même que la délégation du P.S.I. rentrât en Italie, les éléments réformistes du parti s'élevaient contre les décisions du 4^e Congrès. Appuyés par Mussolini qui fit arrêter Serrati et les partisans de la fusion, les adversaires de l'Internationale firent repousser par le Congrès de Milan du parti socialiste les conditions de fusion du 4^e Congrès mondial.

Pour enlever à ses adversaires la base qui avait permis leur victoire au sein du parti, l'Exécutif, Elargi, en juin 1923, fit des concessions au P. S. I., l'autorisant à adhérer temporairement comme parti sympathisant, conservant son autonomie et son nom et pratiquant l'alliance politique avec le Parti communiste en attendant le moment favorable à la fusion.

La direction du parti socialiste, nommée à Milan et formée exclusivement d'éléments de droite, comprit que ces concessions permettraient aux partisans de l'Internationale de reconquérir la majorité du parti. Depuis un an elle refuse de convoquer le Congrès du parti ; elle a rompu les pourparlers avec Moscou ; les sections et les fédérations qui se prononçaient pour l'adhésion à l'Internationale ont été dissoutes, les militants les plus actifs expulsés et finalement toute la fraction terz-internationaliste, représentant le tiers du parti, environ 5.000 membres, fut exclue. Les expulsés se sont organisés. Ils en appellent contre cette politique de scission et d'expulsion au prochain Congrès du parti, mais ils sont actuellement hors du parti et dans l'impossibilité d'y continuer leur travail.

La direction a déjà annoncé qu'elle refuserait absolument de les laisser participer au Congrès qu'elle s'obstine à ne pas convoquer. Dans cette situation, l'Exécutif du Parti communiste et l'Exécutif de la fraction exclue demandent au 5^e Congrès de procéder à la fusion de notre parti avec la fraction terz-internationaliste du parti socialiste. Cette fusion sera donc le second problème à étudier et à résoudre par la Commission italienne.

Mais bien que la conquête interne du parti socialiste ait échoué momentanément, il faudra que l'Internationale et sa section italienne déterminent quelle sera leur tactique ultérieure à l'égard du parti socialiste.

Le parti socialiste reste un parti intermédiaire entre le parti réformiste et le Parti communiste. Il n'est pas encore sorti de l'équivoque centriste et trompe ainsi encore des centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, attachés par tempérament à la révolution russe et à l'Internationale Communiste.

Les dernières élections ont prouvé que ce parti, même séparé de sa fraction terz-internationaliste, est essentiellement prolétarien et que, dans la classe ouvrière de la région industrielle du Nord de l'Italie, il dispose d'une influence encore supérieure à celle du Parti communiste. Il est hors de doute également que la grosse majorité des ouvriers et des paysans qui le suivent sont de bons

éléments prolétariens et de tempérament révolutionnaire, qui ne veulent pas du réformisme et croient soutenir un parti révolutionnaire. Il est le vieux parti aimé des ouvriers qui ont fait de grands sacrifices pour lui ; son journal, l'*Avanti*, est de beaucoup le plus lu et le plus aimé de la classe ouvrière, il n'est pas douteux qu'il reste un centre d'attraction et de regroupement des forces ouvrières. La direction en est foncièrement réformiste. Mais les mesures qu'elle a dû prendre pour se maintenir à la tête du parti, l'expulsion d'un tiers des membres, prouvent qu'elle est instable et qu'elle se sent sérieusement menacée. Elle a senti l'évolution du prolétariat vers la gauche et tandis qu'avant les élections l'extrême droite, Nenni et Vella, dirigeaient le parti et l'orientaient vers la fusion avec le parti réformiste, après les élections, la direction a condamné cette politique de rapprochement avec les réformistes, destitué Nenni de la direction de l'*Avanti* et repoussé les propositions de Vella de créer une nouvelle internationale centriste.

Mais le fait le plus intéressant pour notre tactique future, c'est qu'à l'intérieur du parti se reconstitue une nouvelle fraction favorable à l'adhésion à l'Internationale. Conduite par Lazzari, elle a déjà manifesté son existence en invitant publiquement la direction à envoyer une délégation au 5^e Congrès et à reprendre les relations avec l'Internationale, en soulevant cette question dans quelques sections importantes du parti et en défendant le droit des exclus à participer au Congrès du parti dont elle réclame la convocation. Cette fraction demande au 5^e Congrès de maintenir les concessions faites par l'Exécutif Elargi jusqu'au Congrès du parti afin de lui faciliter la lutte contre la direction.

Le 5^e Congrès mondial aura à tenir compte de

cet ensemble de faits pour déterminer quelle sera sa tactique future à l'égard du P.S.I. et des masses ouvrières qui le suivent.

La situation interne et les tâches immédiates du Parti communiste, la fusion du P.C. avec la fraction terz-internationaliste exclue du P.S.I. et enfin la tactique ultérieure à l'égard du P.S.I., telles sont les trois questions essentielles que le mouvement italien pose au 5^e Congrès.

Moscou, le 13 juin 1924.

Jules HUMBERT-DROZ.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

| | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois | 7 " | 9 " |
| 6 mois | 13 " | 17 " |
| 12 mois | 26 " | 34 " |

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre.

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

L'arrivée de Lénine en Russie

Le jour où j'appris la nouvelle de la révolution de février, j'étais à Berne, Lénine demeurait alors à Zurich. Je revenais de la bibliothèque municipale, lorsque soudain un formidable tumulte attira mon attention. On s'arrachait l'édition spéciale d'un journal portant en gros caractères : *La révolution en Russie*. J'eus comme un éblouissement. J'achetai la feuille à peine sortie de l'imprimerie et sentant encore l'encre fraîche et je courus chez moi. J'y trouvai un télégramme de Lénine qui me demandait de venir « immédiatement » à Zurich.

Lénine s'attendait-il à un dévouement aussi rapide ? Ceux qui ont lu nos écrits d'alors (*Contre le courant*) ont vu combien il désirait la révolution russe, avec quelle passion ardente il l'appela. Mais nul n'escomptait un dévouement aussi rapide. La nouvelle venait à l'improviste.

Ainsi donc, le tsarisme s'était écroulé ! La débâcle commençait. Le premier coup à la guerre impérialiste était porté. Un des obstacles les plus importants avait disparu de la voie de la révolution socialiste. Le rêve de générations entières de révolutionnaires russes était enfin réalisé.

...Plusieurs heures durant, sous le gai soleil printanier, Lénine et moi nous marchons par les rues de Zurich. Nous allons au hasard, en proie à une émotion intense, édifiant toutes sortes de plans, attendant de nouveaux télégrammes à l'entrée de la *Neue Zürcher Zeitung*, émettant des

hypothèses basées sur les renseignements fragmentaires qui nous parviennent.

Mais peu à peu le calme revient en nous et nous commençons à raisonner froidement.

Il faut partir. Que faire pour sortir le plus tôt possible de Suisse : telle est la principale pensée qui nous occupe.

Comme s'il sentait l'approche de l'orage, Lénine depuis quelques mois était dans une sorte d'attente oppressive. Il semblait que l'air manqué à ses poumons. Nous aspirions furieusement à l'action, à la lutte, et dans notre « trou » de Suisse, nous n'avions d'autre ressource que de fouiller les bibliothèques. Avec quelle envie nous considérions les social-démocrates suisses qui avaient la possibilité de travailler dans le mouvement ouvrier de leur pays ! Jamais encore la Russie n'avait exercé sur nous une telle force d'attraction, et nous en étions plus que jamais isolés ! Nous avions besoin d'entendre la langue russe, de respirer l'air de la Russie. Le pressentiment de l'orage révolutionnaire nous mettait dans un état d'énervernement particulier. Lénine était littéralement comme un lion en cage.

Il faut partir. Chaque minute est précieuse. Mais comment nous rendre en Russie ? La guerre impérialiste battait son plein. Le chauvinisme le plus effréné se donnait libre cours. En Suisse, nous étions isolés du reste du monde. Toutes les

voies nous étaient interdites; aucune issue. Au début, nous ne nous en rendions pas très nettement compte. Mais au bout de quelques heures, nous comprîmes que nous étions solidement enfermés et qu'il ne nous serait pas facile de nous échapper. Nous courons de côté et d'autre, envoyons des télégrammes, mais sans résultat. Lénine élabore des plans, tous plus irréalisables les uns que les autres : aller en Russie en aéroplane (seulement il nous manque quelques petites choses : l'aéroplane, les fonds nécessaires, la permission des autorités, etc.); passer par la Suède avec des passeports de sourds-muets (hélas ! nous ne connaissons pas le suédois); obtenir d'être échangés contre des prisonniers de guerre allemands, gagner Londres, etc. Les émigrés bolcheviks, mencheviks, s.-r., etc., organisent une série de réunions pour discuter des moyens de revenir en Russie. N'espérant pas grand'chose de ces réunions, Lénine n'y assiste pas lui-même et se contente de m'y envoyer.

Dès qu'il s'avère que nous ne pourrions partir immédiatement, Lénine se met au travail et écrit ses *Lettres lointaines*. Quant à notre petit groupe, il s'efforce de déterminer nettement notre ligne dans la révolution commençante. Les écrits de Lénine se rapportant à cette époque sont suffisamment connus pour que je puisse me dispenser d'en parler. Je me souviens de plusieurs discussions ardentes que nous eûmes dans un petit restaurant ouvrier de Zurich ainsi que dans le logement de Lénine sur la question du mot d'ordre du renversement du gouvernement Lvov. Quelques camarades de « gauche » voulaient alors que les bolcheviks arborassent immédiatement ce mot d'ordre. Lénine s'y opposa catégoriquement. « Il faut expliquer avec patience et persévérance la situation au peuple, lui dire toute la vérité, mais en même temps savoir attendre le moment où nous aurons conquis la majorité du prolétariat révolutionnaire : telle était, déclarait-il, notre tâche. »

...C'est décidé. Nous n'avons pas le choix. *Nous traverserons l'Allemagne*. Adviene que pourra, mais il est clair que Lénine doit être le plus tôt possible à Pétrograd.

L'idée du voyage à travers l'Allemagne suscita, comme il fallait s'y attendre, l'indignation des mencheviks, des s.-r. et, en général, de toute la colonie non bolcheviste. Quelques hésitations se manifestèrent même parmi les bolcheviks. La chose, en effet, était compréhensible : le risque était grand.

A la gare de Zurich, lorsque nous étions déjà tous installés dans notre wagon qui devait nous mener à la frontière suisse, un petit groupe de mencheviks et de s.-r. organisa une sorte de démonstration hostile à Lénine. Deux ou trois minutes avant le départ du train, Riazanov, surexcité, me prit à part et me dit : « Lénine s'est emballé ; il ne voit pas les dangers de son entreprise : vous, vous avez plus de sang-froid. Comprenez donc que c'est de la folie. Dissuadez Lénine de passer par l'Allemagne. »

Néanmoins, quelques semaines plus tard, Martov et les autres mencheviks furent obligés de faire la même « folie ».

...Nous nous mîmes en route... Je me rappelle encore l'impression poignante que produisit sur nous l'Allemagne dont l'aspect était celui d'un pays mort. Berlin, que nous ne vîmes que de la portière de notre wagon, ressemblait à un cimetière.

L'émotion que nous ressentions tous nous enle-

vait en quelque sorte la notion du temps et de l'espace. Je ne me souviens que confusément de Stockholm. Machinalement, nous marchions par les rues, nous arrêtant de temps en temps pour acheter quelques effets ou objets de toilette indispensables et nous informant à chaque instant de l'heure du départ du train pour Tornéo.

A Stockholm même, nous ne pouvions avoir qu'une idée très vague des événements de Russie. Le rôle double de Kerensky ne faisait déjà plus de doute pour nous. Mais quel était celui des Soviets ? Était-il vrai que Tchkhéidzé et consorts y fussent tout-puissants ? Pour qui était la majorité des ouvriers ? Quelle position l'organisation bolcheviste avait-elle prise ? Tout cela pour nous était loin d'être clair.

...Tornéo. C'est la nuit. Sur le golfe glacé, la longue file des traîneaux qui nous emportent en Russie. Nous sommes dans un état de tension particulière. Les jeunes surtout sont nerveux. Bientôt nous allons voir les premiers soldats révolutionnaires russes. Extérieurement, Lénine est calme. Ce qui l'intéresse surtout, c'est la situation à Pétrograd. Dans son traîneau qui file sur la glace vallonnée de collines neigeuses, il regarde obstinément le Sud et son œil semble vouloir scruter ce qui se passe dans la capitale révolutionnaire.

Nous voilà en terre russe. Nos jeunes gens se précipitent vers les soldats de la garde frontière et entament la conversation pour sonder le terrain. Quant à Lénine, il se jette immédiatement sur les journaux. Nous trouvons quelques numéros de la *Pravda* de Pétrograd, de notre *Pravda*. Lénine s'enfonce dans la lecture du journal. Il hoche la tête, fait des signes désapprouvateurs : il vient de lire que Malinovsky était un provocateur. Il poursuit fiévreusement sa lecture. Quelques articles des premiers numéros de la *Pravda* où la position internationaliste des bolcheviks n'apparaît pas avec assez de fermeté l'alarment réellement. Comment se fait-il que notre organe n'affirme pas avec une netteté absolue sa plateforme internationaliste ? Mais nous allons y mettre bon ordre, rectifier la ligne.

Nous causons avec les lieutenants « kérenskistes », « démocrates-révolutionnaires ». Nous voyons ensuite les premiers soldats révolutionnaires russes auxquels, après une heure d'entretien, Lénine donne le nom de « défenseurs consciencieux », déclarant qu'il nous faudra faire parmi eux une « propagande patiente ». Sur l'ordre des autorités, un groupe de soldats nous accompagne jusqu'à la capitale. Ils prennent place dans notre wagon. Immédiatement Lénine se mêle à eux. La conversation roule sur la terre, la guerre, la nouvelle Russie. Grâce au savoir-faire de Lénine, à sa façon d'aborder les simples ouvriers et paysans, la plus franche cordialité règne bientôt entre nous et nos compagnons. Toute la nuit se passe à causer. Mais les soldats défenseurs soutiennent leur point de vue. Lénine en tire une première conclusion : le défensisme est encore une grande force. Pour en triompher, il faudra de la persévérance, mais aussi de l'adresse et de l'intelligence.

Tous nous étions persuadés qu'à notre arrivée à Pétrograd, nous serions arrêtés par Milioukov et Lvov. Lénine surtout en avait la ferme conviction et il nous préparait à cette éventualité. Pour plus de sûreté, nous fîmes signer à tous nos camarades de voyage la déclaration qu'ils étaient prêts à aller en prison et à répondre devant n'im-

porte quel tribunal pour la décision prise en commun de passer par l'Allemagne.

Plus nous approchons de Biéloostrov, plus notre anxiété s'accroît. Pourtant, à Biéloostrov, on nous accueille avec assez de bienveillance. Un officier kérenskiste, qui remplit les fonctions de commandant de la localité, fait même un rapport en règle à Lénine.

A Biéloostrov, nos proches amis sont venus à notre rencontre, et parmi eux Kameney et Staline. Dans un étroit compartiment de troisième classe, à la lueur tremblotante d'une mauvaise bougie, a lieu le premier échange d'opinions. Lénine assaille les camarades de questions.

Allons-nous être arrêtés à Pétrograd ?

Nos amis ne nous répondent que par des sourires énigmatiques.

Nous continuons notre route. A une gare proche de Sestrorietsk, des centaines de prolétaires viennent acclamer Lénine et le portent à bout de bras. Lénine les remercie chaleureusement dans une courte allocution.

...La plateforme de la gare de Finlande à Pétrograd. Il fait déjà nuit. Nous comprenons alors les sourires énigmatiques de nos amis. Ce qui attend Lénine, ce n'est pas l'arrestation, mais l'ovation triomphale. La gare et la place attenante baignent dans la lumière des projecteurs. Sur la plateforme une garde d'honneur de matelots, de fantassins et de cavaliers. La gare, la place et les rues avoisinantes sont bondées : des dizaines de milliers d'ouvriers sont là et font un accueil triomphal à leur chef. *L'Internationale* retentit. L'enthousiasme de la foule est à son comble.

A la gare, dans les appartements réservés à l'empereur, Tchkhéidzé lui-même est là avec toute une délégation des soviets. Au nom de la « démocratie révolutionnaire », il souhaite la bienvenue à Lénine, exprime l'espoir d'une fructueuse colla-

boration future, etc. Sans sourcilier, Lénine répond par un bref discours dont chaque mot est un coup de fouet pour la « démocratie révolutionnaire » et qu'il termine par le cri de : Vive la Révolution socialiste !

C'est alors une formidable vague humaine dans laquelle nous sommes emportés comme des fétus. On se saisit de Lénine et on l'installe sur une automobile blindée. C'est sur cette automobile qu'il fait son entrée dans la capitale révolutionnaire et parcourt les rangs serrés des ouvriers et des soldats dont l'enthousiasme est indescriptible. Tout le long du chemin il prononce de brèves allocutions dans lesquelles il lance aux masses les mots d'ordre de la révolution socialiste.

Une heure plus tard, nous sommes dans le palais de Kchessinskaïa où se trouve déjà rassemblé presque tout le parti bolchéviste. Jusqu'au matin, c'est un flot intarissable de discours, auxquels Lénine doit répondre. A la pointe du jour seulement on se sépare. Nous sortons, nous aspirons avec délices l'air de notre cher Pétersbourg. Nous franchissons la Néva que nous n'avions pas vue depuis tant d'années. Lénine est joyeux, plein d'entrain. Pour chacun de nous, il trouve une bonne parole. Il n'a oublié aucun militant : il se les rappelle tous. Demain, il commencera avec eux son nouveau travail.

La gaieté rayonne sur les visages. *Le chef est arrivé.* Avec une joie, un enthousiasme, un amour indicible, tous regardent Lénine, cherchant à fixer dans leur mémoire ces minutes inoubliables.

Lénine, après de longues années d'exil, est enfin en Russie, dans la Russie révolutionnaire. Le cycle des révolutions est ouvert. La Russie a trouvé un chef véritable. Un nouveau chapitre commence dans l'histoire de la révolution prolétarienne internationale.

G. ZINOVIEV.

CHRONIQUE DES CELLULES

Sur les Cellules d'Usines

La nouvelle organisation de base de notre Parti, par la création des Cellules d'usines, montre le désir de prendre, le plus amplement possible, contact avec les masses travailleuses. Tous les communistes doivent se donner pour tâche immédiate de créer ces **cellules**.

Dés études ont été faites et des thèses ont été soutenues par divers camarades chargés de mettre au point cette nouvelle organisation, et il faut leur savoir gré de tous les bons arguments qui ont présidé à leur travail.

Cependant, un point qui semble n'avoir pas été touché de très près est celui de l'organisation des travailleurs autres que les ouvriers de l'usine. Je veux parler, en particulier, des *ouvriers agricoles*, des parias de la terre.

On dit généralement : Cellules d'usines, organisation des communistes dans une même usine, organisme devant remplacer sous peu les sections locales, démodées et ne répondant pas à la besogne actuelle du Parti... Je trouve cette formule trop particulière, et je préférerais voir à la place une plus générale, ne donnant pas le sens

spécial d'organisation des communistes dans l'usine, mais englobant tous les communistes, à quel travail qu'ils soient attachés, travail agricole ou industriel, à la condition qu'ils soient plusieurs travaillant au même chantier.

Comme je le disais plus haut, il est une catégorie d'exploités sur laquelle il faut compter : c'est celle des *ouvriers agricoles*.

Quand nous disons que la Révolution sortira des usines, certains croient que c'est de là *seulement* que jaillira la flamme libératrice. *C'est là une profonde erreur !*

Qu'il me suffise de rappeler en quelques mots les fameux événements du Midi de 1907, où, à la suite d'une crise viticole, des centaines de milliers de travailleurs de la terre ont poussé très loin leur sentiment de révolte. Je me souviens que, tout jeune, je suivais les manifestants ans une grande ville du Midi, et j'ai pensé souvent que si, à cette époque, notre Parti avait été organisé et audacieux, il aurait pu aller de l'avant, avec cette masse prête au sacrifice.

Qu'il survienne en France une pareille crise, et,

ma foi, je pense qu'elle est suspendue sur la tête des vigneron comme l'épée de Damoclès, et le Parti se trouverait devant une situation tout à fait favorable pour prendre la direction du mouvement. Cependant, cette masse de revoltés n'aurait pas été organisée sur la base des cellules d'usines, forme d'organisation qui ne peut leur être appliquée, en raison de la dispersion des camarades travaillant rarement à plusieurs sous les ordres d'un même exploitateur et au même champ.

Là, la section a sa raison d'être, et on doit s'attacher à la développer et la mettre au niveau de la tâche qui lui incombe !

C'est seulement dans les grandes exploitations agricoles qu'on pourra et devra créer des cellules communistes, dénommées, en l'occurrence, *Cellules de ferme*.

Il me paraît donc qu'en lançant le mot d'ordre de la création des Cellules d'usines, on s'adresse trop exclusivement aux ouvriers industriels et qu'on n'attache pas assez d'importance aux *Cellules de fermes*, dont la création s'impose dans toutes les grandes exploitations agricoles.

JOFFRE,

de la Meurthe-et-Moselle.

L'OPINION DES MILITANTS

Pour les Hebdomadaires de Province

La situation financière difficile du Parti au lendemain des élections, impose actuellement au centre des compressions dans les différents services du Parti et remet en question la suppression de certains hebdomadaires de province.

Il est évident que ces hebdomadaires ne vivent que grâce aux subventions du centre ; livrés à eux-mêmes, ils disparaîtraient rapidement ; la question est très délicate.

Sans argent, impossible de travailler et, par suite, nécessité pénible de supprimer les organes déficitaires.

Au point de vue politique, l'opération est très mauvaise ; la presse de province répond à un besoin des masses. Beaucoup de camarades, qui ne sont même pas lecteurs de *l'Humanité*, sont abonnés à l'hebdomadaire régional. Pourquoi ? Parce qu'ils trouvent dans le journal local les questions de clocher. Ils y lisent l'article du camarade connu ; ils y voient, dévoilées, les petites saletés commises par le hobereau du patelin ; ils y voient les critiques que nous adressons aux élus du terroir.

C'est peu intéressant, direz-vous. C'est évident. Mais, comme nous devons aller aux masses, il nous faut nous servir de ses défauts mêmes, pour attirer les masses, car, à côté de ces petites histoires de curé, de maire ou de garde champêtre, il y a, dans notre journal, quelques articles de fond, de doctrine que l'abonné lit, et il en reste toujours quelque chose ; de plus, les lecteurs, sentant que l'on s'occupe de leurs intérêts, sympathisent avec nous.

Je serais d'avis qu'il faudrait conserver un lien avec tous ces sympathisants, adhérents de demain. La presse supprimée, le lien est rompu.

Mais nous n'avons pas d'argent ! Comment faire ?

Le moyen, c'est de centraliser la presse de province en mettant à sa disposition, tous les dimanches, une feuille de *l'Humanité*. Il y a là, certainement, une difficulté technique à résoudre, mais elle ne doit pas être insurmontable.

Voici les grandes lignes de mon projet :

a) Les hebdomadaires de province déficitaires seront supprimés ;

b) *l'Humanité* du dimanche réservera une feuille

pour insérer les articles des camarades de province ;

c) La France sera divisée en secteurs correspondant aux secteurs actuellement sous l'influence des organes supprimés ;

d) Un centralisateur par secteur sera nommé ; les articles lui seront adressés et il préparera la page régionale ;

e) *l'Humanité* du dimanche aura autant d'éditions qu'il y aura de secteurs ;

f) Les abonnés des organes supprimés seront de plein droit abonnés à *l'Humanité* du dimanche de leur secteur ;

g) Des abonnements spéciaux seront créés pour permettre à tous les lecteurs intéressés par l'organe régional, de continuer à le lire, c'est-à-dire à être abonnés à *l'Humanité* du dimanche seulement.

Le projet que je soumets à la critique des militants a des avantages indéniables. Par la centralisation, des économies sérieuses peuvent être réalisées.

Au point de vue politique, les avantages sont beaucoup plus grands.

Le lecteur de l'hebdomadaire qui lit habituellement la presse bourgeoise, prendra goût à la lecture de *l'Humanité*, puisqu'il l'avalerait au moins une fois par semaine. Il y trouvera tous les articles des correspondants locaux, les potins qu'il aime. Mais il lira en même temps les articles de fond et de doctrine de *l'Humanité* et sera susceptible, si peu que l'on y adapte, de faire son éducation communiste et, petit à petit, il adoptera nos conceptions.

Cela vaut-il la peine d'être étudié ?

SAUFRIGNON,

Fédération de la Vienne.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur